



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com



REJETÉ PAR LE PEUPLE, PROTÉGÉ PAR LA MINUSTAH: QUEL SORT EST RÉSERVÉ À MARTELLY ?

Voir page 4

Le valet Michel Martelly flanqué de son chef hiérarchique Fernandez Mariano Amunategui, le représentant civil de la force d'occupation d'Haiti, la Minustah



Piratocrates, flibustocrates, kidnappinocrate, voyoucrates et kokorat

Page 5



Haiti : le choléra gagne du terrain!

Page 7



Qu'y-a-t-il sous les bruits de bottes qui commencent à se faire entendre au Mali ?

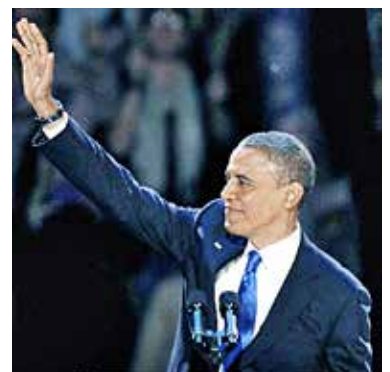
Page 11



CLIFFORD BRANDT EMPRISONNÉ À LA CROIX DES BOUQUETS !

Voir page 4

Clifford Brandt Junior, le numéro 1 de ce gang avec 4 autres membres ont été transférés à la prison de la Croix-des-Bouquets. Cette prison, construite pour des condamnés vient de recevoir en toute première des kidnappeurs de gros calibres.



Etats-Unis: le président Obama réélu!

Page 18

À bout de souffle !

Par Berthony Dupont

Fluide, confuse, incertaine, la conjoncture politique n'est pas de celles qui se prêtent aux analyses scientifiques fermes et aux opinions progressistes tranchées. On semble tout faire pour qu'elle ne s'y prête pas et cela favorise pleinement l'opportunisme aveugle de certains cadres intellectuels et la démagogie des autres. La situation interne est non seulement éclatée mais ne cesse de se détériorer. Alors de là apparaît malheureusement le constat que l'Etat du pays n'a jamais été aussi critiqué.

Au meilleur comme au pire, quelle aubaine, en fait, pour ceux qui veulent retourner Haïti dans les chaînes de l'esclavage moderne ? A cette situation socio-économique catastrophique s'ajoutent la gabegie administrative, l'insécurité, une nouvelle ère de crimes sanglants, une aggravation des injustices couronnées par-dessus tout par ce climat politique malsain qui prévaut contre toute velléité de progrès, d'évolution et d'ouverture vers l'avenir.

En réalité, nous sommes en présence d'un véritable complot face auquel l'on retrouve des gens qui assistent avec une passivité complice et indulgente, comme si l'anéantissement progressif du pays et de sa population ne les concerne pas.

Haïti est devenue selon toute vraisemblance, un enjeu, un terrain de manœuvre pour les grandes puissances, et c'est la raison pour laquelle, elles ont imposé cette caricature de président sans gêne, sans aucune fierté et dignité nationales. Même dans un spectacle tragique, on n'aurait jamais entendu un chef d'Etat utiliser l'occupation de son pays pour justifier sa force au pouvoir. Bref, un discours nettement consacré à la promotion du colonialisme.

On l'a vu avec l'affaire Clifford Brandt. Il y a ceux qui mordicus croient encore que la présence des agents américains du FBI donnera à l'enquête une « portée internationale » sinon va finalement « nous délivrer de cette mafia ». Ils sont vraiment myopes s'ils n'arrivent pas à percer cette illustration flagrante de la mise sous tutelle du pays et qui dans un sens, sans aucun doute pourrait diriger cette enquête dans les voies voulues par eux. Alors, une fois cette étape franchie, rien ne pourra plus arrêter le dossier d'être manipulé au bénéfice d'une liste de

personnes qu'on voudra protéger comme ils l'avaient fait dans le passé avec les documents du FRAPH.

Les grandes puissances qui se déclarent « Amies d'Haïti » aiment peut-être sincèrement le pays lui-même, mais pas ses habitants, particulièrement les masses populaires. Le kidnapping institutionnel ne rentre que dans le cadre de cette politique de déstabilisation de la société haïtienne par les forces obscures internationales. Il n'y a aucune différence entre les actions d'un Emmanuel « Toto » Constant, d'un Louis Jodel Chamblain, d'un Guy Philippe, d'un Raoul Cédras, d'un Joseph Michel Martelly, d'un Michel François, d'un Clifford Brandt et tous les autres qu'ils ont toujours eus en réserve dans leur arsenal humain. Ils sont tous à la solde d'un même patron et leur travail n'a qu'une seule résultante : faire d'Haïti un état paria.

Face à une telle société, quelle doit être l'attitude à prendre ? Comme les masses populaires dans leur immense majorité ne se reconnaissent nullement dans les actes de ce régime pourri et corrompu jusqu'à la moelle, ainsi, l'espoir ne saurait être soutenu que par une seule dynamique, celle du soulèvement populaire. C'est en intensifiant ses protestations que le peuple puisera de nouvelles forces, trouvera de nouvelles sources pour alimenter son combat afin qu'en définitive, il soit capable de bouter le colonialisme hors de cette terre qui lui est sacrée.

Toute évolution sociale, même la plus négative, produit son contraire. On trouve dans tout ce qui précède autant de bonnes raisons en vue de mener selon une ligne politique juste, combative pour acculer ces laquais du colonialisme à lâcher du lest. La lutte pour le changement ne peut s'accommoder ni de spéculation, ni de prophéties. L'important facteur, c'est la capacité du mouvement populaire à dégager une alternative jusqu'à arriver à un projet social articulé à la réalité du pays.

Le régime certes, est à bout de souffle et rien, pas même les ballons d'oxygène des Clinton à Caracol, ni leurs démagogues sociaux bidons redoublées, ne sauveront Martelly et Lamothe de leur incurie et de leur impopularité croissante.

Ces propos sont un appel à accentuer la lutte pour balayer le pays des résidus du colonialisme qui le parsèment encore. C'est un défi qui est lancé, il nous faut le relever per fas et nefas pour en finir avec ce système capitaliste pourri, nauséabond, infecte qui fait la honte de l'humanité.

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haïti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAÏTI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jean-Claude Cajou
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudiel C. Loiseau
Anthony Mompérouse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514) 727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
718-713-6863
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Etat/Pays: _____

Zip Code/Code Postal: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Modalités de paiement

Montant : \$ _____

Chèque Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : _____

Date d'expiration : ____ / ____ / ____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
 \$80 pour un an
 \$42 pour six mois

Canada

\$125 pour un an
 \$65 pour six mois

Europe

\$150 pour un an
 \$80 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an
 \$80 pour six mois

Afrique

\$150 pour un an
 \$85 pour six mois

Note de presse de L'UNNOH 90 compatriotes haïtiens refoulés en Haïti

Note de presse relative aux activités de mobilisation des 13 et 14 Novembre prochain et au rejet de la taxe inqualifiable de 2% du gouvernement Martelly-Lamothe contre les travailleurs-euses.

Le Bureau Exécutif de l'Union Nationale des Normaliens d'Haïti (UNNOH) informe le corps enseignant haïtien, les élèves, les étudiants-tes, le personnel administratif, le petit personnel, les parents d'élèves, les organisations syndicales, toutes les autres organisations sociales, nos partenaires internationaux et le public que les deux journées de grève d'avertissement dans les écoles qui n'ont pas eu lieu les 25 et 26 octobre 2012 en raison du cyclone Sandy, seront tenues les 13 et 14 Novembre prochain. Pour démarrer cette grève d'avertissement, une nouvelle manifestation nationale sera organisée le 13 Novembre 2012.

Au moment où nous nous préparons à manifester et à grever les 13 et 14 novembre prochain pour exiger la satisfaction de nos justes revendications, nous avons appris avec beaucoup de stupéfaction la surprenante nouvelle d'une taxe inqualifiable de 2% prélevée par le gouvernement sur le maigre salaire de tous les travailleurs-euses tant du secteur public que du secteur privé. L'UNNOH en profite pour lancer un appel au rejet systématique de cette taxe scandaleuse qui témoigne de la velléité du gouvernement de renforcer la surexploitation et la misère des travailleurs-euses. Elle appelle à une mobilisation générale de tous les secteurs en vue de forcer le gouvernement à l'éliminer immédiate-

ment et à rembourser, sans condition, tous les montants qui auraient été déjà prélevés.

Il convient de souligner que ce gouvernement qui oppresse les travailleurs-euses en leur imposant de nouvelles taxes, refuse d'adopter des mesures visant à exiger aux riches le paiement de leurs taxes et n'arrive à prélever que 40% des taxes ; les 60% sont laissées aux mains des fortunés au détriment des masses défavorisées.

L'UNNOH réaffirme sa volonté de poursuivre sans relâche la lutte en faveur d'une éducation publique de qualité et d'une véritable amélioration de la condition enseignante en Haïti. Elle invite d'une part, à une réflexion collective sur l'état de dégradation de notre environnement, les dangers que cela fait planer sur notre avenir et les mesures concrètes à exiger du gouvernement haïtien et d'autre part, à une mobilisation générale sur les questions de l'environnement, de l'éducation et de cette taxe inacceptable.

Dans cette perspective, l'UNNOH invite tous et toutes à la rejoindre dans ce grand mouvement de protestation entamé depuis le 10 septembre dernier avec une marche nationale d'avertissement et à participer massivement à la manifestation du 13 novembre prochain et aux deux journées de grève d'avertissement prévues pour les 13 et 14 novembre.

L'UNNOH appelle tout le corps enseignant haïtien, les élèves, les étudiants-tes, les professeurs d'Université, le personnel administratif, le petit personnel, les parents d'élèves,

Suite à la page (16)

Par Jackson Rateau

Selon les informations communiquées par le Groupe d'Appui aux Rapatriés et Réfugiés (GARR), le lundi 22 Octobre dernier, à Santo Domingo, au grand renfort de coups de matraques, de bousculade et d'armes à feu, 90 compatriotes haïtiens dont 84 hommes, 5 femmes et un enfant, ont été arrêtés par des agents armés appartenus à l'immigration dominicaine, pour être refoulés dans leur pays d'origine, Haïti. Ils ont été, dans un premier temps, conduits dans la prison de Dayina dans la capitale dominicaine.

Sous une pluie battante, en effet, due à l'ouragan Sandy, ces malheureux ont été ensuite débarqués sur la frontière haïtiano dominicaine du côté de Belladère.

La majorité de ces rapatriés résident en territoire voisin depuis plus d'une quinzaine d'années. Décrivant les supplices qu'ils ont subis, les victimes ont, entre autre, dénoncé d'autres formes de violence auxquelles elles ont été infligées. Une femme nourrice, madame Giselda, mère de 2 enfants, originaire de Ouanaminthe, qui a vécu pendant 29 ans en République Dominicaine, a ainsi expliqué le supplice : « Entant dans le camion, entassés comme des sardines, des agents de la migration dominicaine nous ont imposé une peine douloureuse au moyen d'un appa-

reil électrique, ayant la ressemblance d'une torche, qu'ils nous ont appliqué aux cous, aux dos et aux bras. Ils voulaient, justement, nous punir parce que nous revendiquons nos droits... J'ai été arrêtée, alors que je n'étais au centre ville pour m'approvisionner en nourriture dans une boutique qui n'était pas trop loin de chez moi, laissant mon bébé de 3 mois abandonné entre les mains d'une fillette de 10 ans. Tous mes documents légaux sont chez moi. De manière surprenante, j'ai rencontré des agents de l'immigration qui m'ont contrainte à monter dans un véhicule pour ensuite me déporter illégalement ».

D'autre part, le compatriote, Francisque, 50 ans, un résident de la République Dominicaine depuis 27 ans, a condamné le comportement belliqueux, déloyal et répréhensible des agents dominicains. Les autorités dominicaines ne font qu'utiliser la force de travail des migrantes et migrants haïtiens, sans tenir compte du respect de leur droit, pour les refouler à volonté, au mépris des lois régissant la migration. « Je suis des Cayes. Je vivais là-bas depuis plus de 20 ans. J'ai laissé mon fils de 17 ans qui vit maintenant avec ma femme en République Dominicaine. J'étais en route pour aller vendre du jus, quand des agents de la migration dominicaine m'ont fait signe de m'arrêter. Ils m'ont ensuite bousculé, me contraignant à monter dans un véhicule, sans me laisser le temps d'alerter ma famille et

mes proches amis ».

« J'étais en route pour me rendre au chantier où je m'occupe de travaux de construction depuis 10 ans, quand j'ai été arrêté, puis jeté en prison depuis le 22 Octobre 2012. Sous les violentes pluies diluviennes provoquées par le cyclone Sandy, comme des animaux, nous avons été conduits sur la frontière pour être ensuite déportés en Haïti... », a indiqué Venel, 37 ans, résidant en territoire dominicain depuis 13 ans.

Selon ce qu'a rappelé le GARR concernant un protocole d'accord sur les mécanismes de rapatriement entérinés par les 2 gouvernements (haïtiens et dominicains) le 2 décembre 1999, deux points de ce protocole interdisent la séparation des familles et les rapatriements nocturnes. Il fait aussi l'obligation à l'Etat dominicain de laisser aux rapatriés l'opportunité de récupérer leurs biens. Ce protocole est toujours violé par les anciens et actuels responsables de l'état dominicain.

Ce procédé n'est pas nouveau pour les haïtiens. N'avaient-ils pas été expulsés de la même manière, lors du coup d'état des 29 et 30 Septembre 1991 sous l'instigation du gouvernement américain contre la présidence de Jean Bertrand Aristide que son ambassadeur d'alors, Alvin Adams, dit bourik chaje, avait refusé de reconnaître la validité !. Donc, nihil novi sub sole ardente entre Haïti et la Dominicaine.

RABAIS! Les marques Rica & Break-o-Day. Préparation rapide. Ouvrez une boîte, ajoutez-en de l'oignon, puis mangez avec riz ou pain.

7 onces & 15 onces



RABAIS! Sardines Rica, frais et appétissants. Boîte de 4 oz.



RABAIS! Marque Champion: le meilleur riz parfumé à Jasmine. Appétissant et cuit rapidement.



En vente dans tous les marchés, supermarchés & sorderies.

RABAIS! Champion: le meilleur riz Basmati du monde. Importé de l'Inde. Supérieur et meilleure qualité.



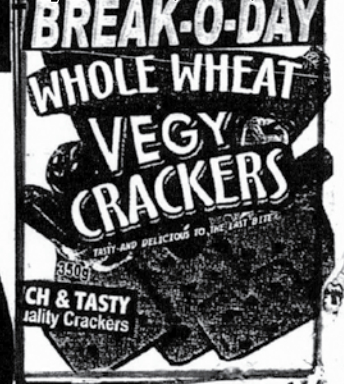
RABAIS! Bonbon au beurre Break-o-Day, très délicieux. Bon pour les yeux, la peau & les cheveux.



RABAIS! Greenland, le meilleur lait frais évaporé.



RABAIS! Mangez avec appétit les biscuits de légumes Break-o-Day avec du thé, du café, du soda.



RABAIS! Jus de carotte marque Truthall. Bon pour les yeux, la peau, les cheveux. Revitalise le corps en général.



RABAIS! Supplegent/Build up donne de la force aux enfants et aux adultes.



Ask your store to stock these delicious products. Wholesale supplies: **AFN 908-486-0077**. INP Foods, 25 Brooklyn Terminal Market, Brooklyn.

Clifford Brandt emprisonné à la Croix des Bouquets



La prison de la Croix-des-Bouquets

Par Yves Pierre-Louis

Le dossier de l'énorme gang armé de l'homme d'affaire de la bourgeoisie traditionnelle haïtienne, Clifford Brandt Junior, a été transféré au Cabinet d'instruction, et le numéro 1 de ce gang avec 4 autres membres ont été transférés à la prison de la Croix-des-Bouquets.

Les dix (10) autres membres de ce réseau de kidnappeurs, de trafiquants de drogue, de trafic illicite d'armes, de fabrication et d'usage de faux, d'opérations de blanchiment d'argent ont été incarcérés au Pénitencier national, a fait savoir le nouveau Commissaire de gouvernement de Port-au-Prince, l'ex-

GNBiste, Lucmane Dellile.

« Le dossier évolue » a-t-il dit. « On a 15 prévenus déferés au Cabinet d'instruction, 15 présumés coupables dans le réseau de Clifford Brandt. Actuellement, 10 sont incarcérés au Pénitencier National, Brandt et 4 autres sont incarcérés à la prison civile de la Croix des Bouquets. Je crois que les policiers impliqués, sont au nombre de 5, ils ont été transférés au Cabinet d'Instruction pour les suites de droit. C'est un important réseau de malfaiteurs. Notre slogan est : l'action ne s'arrête pas et le bal est fini. L'inacceptable ne peut pas être défendu. Il faut que les choses changent. C'est un gros réseau criminel. Nous recherchons toutes les personnes qui en font partie, de près

ou de loin, et toutes les personnes impliquées dans cette affaire devront répondre devant la justice, parce que nous ne pouvons pas accepter ce genre de choses. Il est temps que cela cesse. Il y a beaucoup de personnes recherchées. Nous ne pouvons pas donner un chiffre, sauf que toutes les personnes qui ont à voir avec ce réseau, nous allons mettre la main dessus. Nous en avons déjà 15 entre nos mains. Le travail est grand. C'est pourquoi nous en appelons à la solidarité de tous les citoyens pour en finir avec ces criminels. »

Le directeur général de la Police Nationale d'Haïti (PNH), Godson Orélus, de son côté a confirmé que l'enquête sur le dossier du kidnappeur Clifford Brandt a pris désormais une dimension internationale, avec la présence en Haïti des enquêteurs du *Federal Bureau of Investigation* (FBI) des Etats-Unis, depuis le lundi 29 Octobre 2012, exactement huit (8) jours après l'arrestation du cerveau de ce gang. « Maintenant nous faisons appel à d'autres instances, parce que le dossier a désormais une portée internationale », a-t-il indiqué.

A l'actif du gang structuré de Clifford Brandt Junior, au moins 13 cas de kidnapping ont été recensés, certains sont des ressortissants des Etats-Unis, relève l'investigation en cours. « Le gang Brandt existerait depuis 4 ans et aurait été constitué dans le but d'enlever spécifiquement des hommes d'affaires fortunés et des trafiquants

Suite à la page (19)

Où et pourquoi le Président Martelly a voyagé le week-end dernier ? Aurait-il un cancer ?

Par Kim Ives

Il n'y a rien pour faire tourner le moulin à rumeurs d'Haïti comme- le *teledjòl* - quelque chose de mystérieux ; mais quand même, la semaine dernière le président Michel Martelly l'a alimenté. En effet, il a été annoncé qu'il quittait le pays, sans dire où il allait, ni pourquoi, ni pour combien de temps. Drôle de voyage à la cloche de bois !

« Le citoyen Joseph Michel Martelly a sa vie privée », a dit Lucien Jura, le porte-parole de la présidence, sur les ondes de Radio Caraïbes FM à Port-au-

Prince. « Le président est en voyage privé... c'est de l'ordre de ses obligations privées ».

Une source au sein de la famille Martelly, qui a requis l'anonymat, a dit à *Haiti Liberté* que le Président s'est rendu à Miami pour recevoir des soins pour un cancer des os, d'abord diagnostiqué en 2001. « Originellement il a perdu ses cheveux, suite au traitement anti-cancéreux », a rapporté la source. « C'est pourquoi il a commencé à arborer une calvitie ».

La source familiale a prétendu que Martelly recevrait des soins médicaux

Suite à la page (19)

Rejeté par le peuple, protégé par la Minustah: Quel sort est réservé au président Martelly ?

Par Isabelle L. Papillon

Depuis quelques mois les populations de tous les départements de la République d'Haïti se révoltent contre le président Martelly et son équipe à tête du pays. On leur reproche des violations flagrantes de la Constitution haïtienne et des droits humains, la corruption, des détournements des fonds de l'Etat, le gaspillage des ressources de l'Etat, la mauvaise gouvernance, la duperie et leur incompétence à conduire le destin de la nation.

Les populations vivent actuellement dans une misère noire avec 77% dans l'extrême pauvreté, 1.2 millions Haïtiens dans l'insécurité alimentaire, plus de 80% dans le chômage endémique sur une population de plus 10 millions habitants, plus de 500 mille enfants ne vont pas à l'école. En plus de tout cela vient s'ajouter l'épidémie

mortelle de Choléra-Minustah qui fait rage dans le pays. La destinée du peuple haïtien est en train de sombrer dans le noir puisque assujettie par les puissances étrangères.

Dans un système démocratique, le peuple a le droit souverain de mettre fin au mandat d'un président quand il n'est pas satisfait de sa gestion. Ceci est totalement contraire à la formule anti-démocratique qu'est le coup d'Etat fomenté par les puissances impérialistes contre un président démocratiquement élu par une forte majorité du peuple. Dans l'histoire récente du peuple haïtien, on doit noter qu'en 1985-1986, le peuple s'est révolté pour chasser la dictature des Duvalier au pouvoir depuis 29 longues années. Par contre, en 1991 et 2004, l'impérialisme et ses laquais locaux ont perpétré deux coups d'Etat sanglants contre le pouvoir du peuple haïtien, représenté par leur leader élu, le président Jean-Bertrand Aristide.

Suite à la page (18)

Qui tire les ficelles de la violence dans les quartiers populaires



L'affrontement entre deux groupes d'individus armés a coûté la vie à au moins 4 personnes à Cité Soleil et Simon-Pelé (Photo Credit : Le Nouvelliste)

Par Thomas Péralté

Depuis environ un mois, des scènes de violence ont été déclenchées dans des quartiers populaires de la capitale haïtienne, notamment Cité Soleil, Cité Simon-Pelé, Delmas 2, Bel Air, Grand-Ravine. Durant le premier week-end du mois de novembre en cours, la situation s'est détériorée entre les deux premières, Cité Soleil et Simon-Pelé séparés par la route nationale #1, au nord de la capitale. L'affrontement entre deux groupes d'individus armés a coûté la vie à au moins 4 personnes selon la version de la Police Nationale

d'Haïti (PNH), une trentaine selon la population ou des notables. Le député de Cité Soleil, Junior Almeythis avance le chiffre de 22 personnes mortes durant un mois.

Des informations divergentes sont rapportées en ce qui a trait aux actes de violence enregistrée dans le bidonville de Cité Soleil. Le parlementaire assure avoir vérifié les corps des personnes victimes des feux croisés des bandits. Plusieurs autres personnes ont été également blessées, explique le député de Cité Soleil qui exhorte les autorités policières à agir rapidement afin de mettre un terme aux actions des

Suite à la page (19)



University Pain Medicine Center

Doulè se inevitab, soufri se yon chwa

Conditions Treated Include but not limited to:

- Neck Pain/Back Pain
- Herniated Disc
- Sciatica
- Motor Vehicle Accidents
- Work Related Injuries
- Spinal Stenosis
- Headaches
- Cancer Related Pain

Treatments Include but not limited to:

- Cervical Epidural Steroid Injections
- Lumbar Epidural Steroid Injections
- Minimally Invasive Discectomy
- Spinal Cord Stimulation
- Endoscopic Laser Discectomy
- Intrathecal Pumps (Morphine Pumps)
- Sacroiliac Joint Injections
- Knee, Hip, Shoulder Injections
- Biacuplasty for Degenerated Discs
- SI Joint Radiofrequency with Sinergy



Didier Demesmin, MD
Board Certified in Pain Medicine
Board Certified Anesthesiologist
Director of Pain Medicine St. Peter's University Hospital
Top Doctor-NJ Monthly Magazine
Nou pale Kreyòl



5 Convenient Locations Include:

- MAIN OFFICE:
33 Clyde Rd. • Suites 105 & 106 Somerset, NJ 08873
294 Applegarth Road • Suite G • Monroe, NJ 08831
2 Worlds Fair Drive • Suite 203 • Somerset, NJ
1810 Park Avenue • South Plainfield, NJ 07080
234 Stelton Road • Piscataway, NJ 08854

Call today for a Consultation:
(888) 928-0801

www.upmpainmedicine.com

Piratocrates, flibustocrates, kidnappinnocrate, voyoucrates et kokorat

Par Fanfan la Tulipe

« Peu importe que la société en crève, pourvu que mes profits augmentent »
Credo capitaliste

Qui l'eût dit? Qui l'eût soupçonné? Qui l'eût imaginé? Qui l'eût deviné? Qu'un abcès mûrit aussi longtemps au sein d'un conglomérat de familles sucrées, tilolités, argentées, dorées, mal famées, déconsidérées, et crevât de façon aussi explosive et inattendue par la faute de l'un des représentants de cette tiloliterie méchante et agripate. Qui l'eût pensé? Que des coulées purulentes, allaient éclabousser de façon aussi tapageuse des quartiers bourgeois accros de la corruption, du vice, des trafics d'influence, des trafics d'armes et de stupéfiants, de la fraude, de la contrebande, des manœuvres sordides, de l'immoralité.

Cette frange malpropre de la bourgeoisie, cette bourgeoisie des affaires, des mauvaises affaires, des affaires louches, troubles, obscures, suspects, interlopes, sales, on sait depuis longtemps qu'elle est de tous les mauvais coups, de toutes les manœuvres ténébreuses pour déstabiliser le pays et empêcher un vrai démarrage des forces vives de la nation. Mais on se doutait que certains de ses membres puissent faire partie de réseaux criminels spécialisés dans le kidnapping assorti de rangons scandaleuses et parfois d'assassinats violents, crapuleux et macabres.

Le comportement criminel de Clifford Brandt a été l'occasion pour la revue *Santinel* de nous «détailler» non seulement une liste très large de ces «*Fanni ak gwoup ekonomik k ap kontwole richès peyi d'Ayiti*» mais aussi leurs diverses activités suceuses, exploiteuses, siphonneuses, honteuses, scandaleuses, indécentes, révoltantes, indignantes et choquantes. Brasseurs de juteuses affaires, concocteurs de plans mafieux et ténébreux, spéculateurs sans conscience profitant de l'épargne des citoyens, flibustiers évoluant sur toutes les mers de profit maximum, ils forment une aristocratie de voyoucrates, piratocrates, flibustocrates, bref des *kokorat* argentés, vestonnés, cravatés, brézeautés, détenteurs de la plus grande partie des richesses du pays. Passons-les en revue.

Les pirates du secteur bancaire.

Ce sont les Brandt évoluant avec rapidité dans l'aire de la Banque de l'Union Haitienne (BUH), avec les Cassis comme associés. Jean Claude Nadal est le fondateur en 1985 de la Sogebank de concert avec une douzaine de flibustocrates, parmi eux le groupe Moscosso, le clan Berhmann, les Perry, les Riviere. Selon *Santinel*, ces mêmes flibustocrates vont se porter acquéreurs de la Banque Royale du Canada en 1986. Sous le régime Lavalas, la clique Baussan unie à la clique des Auguste va montrer ses dents de requin avec la fondation de la Unibank dont les diverses transactions déchirantes du peuple haïtien tant en Haïti qu'en diaspora n'arrêtent pas de remplir les coffres des profiteurs baussanais. Enfin, le gang Bigio, vendeur d'armes, est venu s'ajouter aux autres flibustocrates en créant Promobank en partenaire avec la clique des Acra. Ils se ressemblent et s'assemblent, générateurs de magouilles Bigiotes, et de combines Acrates.

Les «terriens»

accapareurs ou détenteurs de terres. Au chapitre de cette voyoucratie terre à terre, les Nadal semblent porter la bannière. Famille tristement célèbre pour ses razzias sur de larges étendues de terre à Piatre, dans la zone de Montrouis; raids imputés à Olivier Nadal, ex-président de la Chambre de Commerce et d'Industrie et qui se sont soldés par le massacre de paysans réclamant ce qui leur avait été volé. Les Auguste dont le nom est lié aux établissements Valerio Canez ne sont pas «minces» non plus pour leur réputation de grands. Ils sont propriétaires de plusieurs centaines de carreaux de terre allant de la zone de Tabarre à la Plaine du Cul-de-Sac. Leur richesse grandonienne remonterait à leur grand-père Tancrede Auguste impliqué dans le «Procès de la Consolidation».

Le monde des «terriens» compte aussi dans ses rangs les Brun apparentés à l'ancien président Louis Borno, ce qui serait, semble-t-il, à l'origine des nombreuses terres qu'ils possèdent. En fait, et selon *Santinel*, ils en ont tant qu'ils ont vendu à l'Etat haïtien 40 carreaux de terre pour la rondelette somme de 40 millions de dollars américains, soi-disant pour reloger les sinistrés du tremblement de terre sous les tentes. Depuis, ces victimes du séisme de janvier 2010 ne parlent que de Monsieur Nad et de madame Mari-



Olivier Nadal, ex-président de la Chambre de Commerce et d'Industrie



Fritz Mevs

nade. Au Morne Calvaire et dans les hauteurs de Canapé Vert, le groupe Jaar posséderait plus de quinze carreaux de terre, bien entendu tombés du Ciel de cotes mal taillées.

Dans ce domaine des accapareurs de terres, les bandes à Boulos et à Madsen se sont taillé pas mal de juteuses affaires. Aujourd'hui, ils sont propriétaires de «*yon bann tè nan peyi a*». Selon *Santinel*, la mafia Coles aurait volé beaucoup de terres aux riverains de Tabarre. De concert avec les équipes Baussan et Auguste (Valerio Canez), ces mafieux auraient servi de courtiers, d'entremetteurs à l'ambassade américaine pour l'acquisition sans doute frauduleuse, à Tabarre, du terrain où a été construit leur nouveau local. A ces décherpilleurs de terres ajoutons les Gardère qui possèderaient «*anpil tè laplèn sitou deyè Danyen*», selon *Santinel*.

Sans oublier le grand dappiyanneur Mevs qui, associé à Duvalier, a acheté la Hasco et en a profité pour dappiyanper les meilleures terres de la Plaine du Cul-de-Sac mises



Jean-Marie Vorbes



Réginald Boulos

à la disposition du flibustocrate par l'Etat duvaliériste. Après 1986, Mevs a démantelé l'usine Hasco jetant sur le pavé des centaines de travailleurs et des centaines de paysans qui approvisionnaient la Hasco en canne à sucre. Et puis, devinez. L'animal s'est mis à importer du sucre.

Les pillageurs «constructeurs».

Le clan Vorbes est connu pour la construction de routes *grennsenk*, routes *pèpè* qui ne durent que le temps de leur inauguration. Ces activités pèpètes sont aussi le fait des Bonnefil. Sur la route de l'aéroport, ils vendent du matériel de construction et des équipements lourds sans doute en association bras dessus bras dessous avec les Vorbes. Avec les Brun et leur compagnie Batimat fleurit le commerce de matériaux de construction. Ils dament le pion aux Flambert et aux Matteis, eux aussi «constructeurs» amassant de rondelettes fortunes sur le dos de la population. Dans les années 80, les Brun avaient investi dans la compagnie Tecina, la deuxième plus grosse compagnie de construction du pays.

Les insatiables monopoleurs.

Selon le dictionnaire consulté, on les appelle aussi monopolistes, monopolisateurs, monospoliateurs, monoprotiteurs, monospéculeurs, monoparasites, monotrafiants. Avant 1986, l'équipe Nadal fut un gros importateur de produits alimentaires avec le monopole de produits tel que le lait Carnation en conserve. Sous Duvalier, le clan Coles avait quasiment le monopole des supermarchés. Les piratocrates Cassis ont le monopole de plusieurs produits alimentaires tels le hareng saur, les conserves V8. Quant au clan Deschamps, il est le détenteur du monopole de tout ce qui est matériel d'imprimerie en rapport avec les élections, sans oublier nombre de livres de base de l'enseignement primaire.

Les concessionnaires-requins.

La mafia Brandt importe et vend des véhicules de marque International et Mazda. Ils en louent aussi à des tarifs quasiment prohibitifs. Le groupe Jaar,

représentant de la compagnie Universal Motors, est un concessionnaire pour les voitures Nissan qu'ils vendent et louent. *Se tèt nèg*. A ce groupe requinard, il faut ajouter la bande à Moscosso. Ils tiennent boutique sur la Route de l'aéroport où ils vendent des voitures et camions Isuzu. Requinard dans les mêmes eaux troubles Moscosso on trouve aussi la famille Saliba. Le long de cette même Route de l'aéroport requinard la Behrmann Motors du groupe Behrmann, concessionnaire de voitures de différentes marques : Kia, Audi, Mitsubishi et Volkswagen.

Les cabotards.

Entendez par là les flibustocrates qui s'adonnent aux activités de cabotage sous une forme ou sous une autre : le groupe Madsen, les piratocrates Baussan. Ces derniers sont dans le business depuis les Duvalier. Apparemment ils auraient le contrôle du port de Port-au-Prince dans le cadre de l'APN qu'ils auraient kidnappée, ce qui ne les a pas empêchés d'amarrer leur saucisse avec la bande à Coles au sein d'une certaine agence maritime créée pour les rendre encore plus riches.

Les «maquiladoriens», les créateurs de *maquiladoras* ou *sweat shops* ou ateliers de misère, adeptes de zones franches et de parcs industriels. Ils disent que leurs chantiers de désespoir donnent du travail à des centaines sinon des milliers d'Haïtiens. Mais dans quelles conditions? A l'avantage de qui? Oui, il y avait du travail à St. Domingue, plein de travail, mais qui en bénéficiait? La bande à Coles doit le savoir, elle qui possède, selon *Santinel*, «*plizyè faktori*». La clique à Behrmann elle aussi doit le savoir qui «*mete kanpe plizyè faktori pou yo jwenn dola vèt sou do ouvriye ak ouvriyèz yo*».

On peut se rappeler le tollé au niveau du patronat et de la présidence de Préal quand il fallut augmenter le salaire minimum journalier à 200 gourdes, environ l'équivalent de 5 dollars US. Il était de 70 gourdes, soit 1,75 dollar US depuis 2003. Or, le travailleur moyen dépense plus de la moitié de son salaire rien qu'en transport et en repas au travail (*Ayiti Kale Je*, mai 2012). «Mais pour ce qui est du cynisme et du mépris à l'égard de ceux qui, par leur travail, les enrichissent, les Baker, les Apaid, les Coles et autres Sassine se posent là» (Lutte Ouvrière, octobre 2009).

Les «tout-terrain».

Ce sont les bourgeois «entrepreneurs» qui se goinfrent de tout ce qui leur passe à la fois sous les crocs. Ainsi la clique Moscosso : en plus de ses pirouettes flibustocrates plus haut mentionnées, elle évolue sur le marché de la canne à sucre, du clairin, du riz *pèpè* et des pneus, neufs ou usagés. Ainsi la bande à Gardère bien connue pour son rhum Barbancourt, et qui achète des paysans la canne à sucre à des prix dérisoires, fabrique de la mosaïque, exploite des carrières de pierre et est un actionnaire «lourd» dans la CINA (Cimenterie Nationale S.A), nouvelle appellation de l'entreprise d'Etat Ciment d'Haïti sous évaluée par le Conseil de modernisation des entreprises publiques (CMEP) et liquidée par l'administration Préal pour un *kraze*.

Au tableau des «tout-terrain» figurent les Buteau. De leur chic restaurant Le Rond Point, au Bicentenaire, ils prennent de l'altitude en ouvrant dans les hauteurs de Pétiyon Ville deux hôtels-restaurants le Kinam I et le Kinam II. Ça ne leur suffit pas, ils se mettent à exporter des mangues. L'appétit venant en mangeant et... en manguant, ils deviennent actionnaires à la Unibank, tételanguant avec les

Suite à la page (16)

EXOTIC FRAGRANCES INC.

Parfums Français



NEW YORK



HAÏTI



FRANCE



BOSS

Créé en 1971 dans la ville historique de Harlem, États-Unis, **Exotic Fragrances Inc. International** fait partie d'une entreprise familiale qui existe depuis les 25 dernières années. **Exotic Fragrances** est un fabricant, importateur et distributeur des huiles supérieures de catégorie "A". Nous avons une vaste sélection de plus de 1.000 parfums en stock. Nous réalisons aussi des huiles essentielles, diffuseurs d'arôme et nous possédons un des plus grands stocks de bouteilles, de la côte est des États-Unis.

Nous espérons sincèrement que vous ferez partie de notre famille. Chez nous, comme grossiste, tous les vendeurs sont les bienvenus. Nous expédions nos huiles à l'échelle nationale et dans le monde entier. Nos commandes sont traitées avec soins et l'expédition rapide selon les choix de notre aimable clientèle.

Pour plus d'information, n'hésitez pas à contacter le département Français et demandez pour madame Nora qui serait heureuse de se mettre à tous vos services.

«C'est la qualité qui dicte votre décision pas le prix» et
«Notre qualité n'a pas de concurrence»

Tél: (877) PURE OIL (877-787-3645) • (212) 410-0600
1645 Lexington Ave. New York, NY 10029
Directions: Train # 6 à 103rd Street à Manhattan. Marchez un block à 1645 Lexington Avenue, au coin de 104th Street.

www.exoticfragrances.com

Pozisyon Kolektif Mobilizasyon pou Dedomaje Viktim Kolera yo

Kolektif Mobilizasyon pou Dedomaje Viktim Kolera sou deklarasyon gouvènman Mateli/Lamòt la fè devan palman an, sou dosye Kolera MINISTA a fè konnen :

Nan deklarasyon minis afè Etranje gouvènman Mateli/Lamòt, Pierre Richard Casimir fè devan komisyon sante chanm depite a nan dat 19 oktòb 2012 la, kote li deklare devan palman, pa gen anyen ki pwouve se MINISTA ki pote epidemi Kolera a nan peyi a. Minis lan, kòm responsab nan leta a, fè kòm si li bliye rechèch ekspè franse Renaud PIARROUX te fè nan non leta ayisyen. Prezidan repiblik la bò kote pa li, nan yon entèvyou li bay chèn televizyon franse France 24, li deklare li pa pè pou koudeta, paske li gen MINISTA nan peyi a epi kominote entènasyonal la kanpe ak li. Prezidan repiblik la fè deklarasyon sa a nan yon moman kote epidemi kolera a ap mache sou moun nan divès depatman nan peyi a. Epidemi kolera MINISTA deja touye plis pase 7 mil moun epi voye preske 700 mil lòt al kouche sou kabann lopital. Anplis sa, epidemi an deja kite anpil timoun san manman oubyen san papa.

Deklarasyon sa yo, fè nou konprann :

1) Gouvènman Mateli/Lamòt la pa gen okenn respè pou viktik kolera yo ak fanmi yo, paske se moun ki nan klas pòv yo kolera ap touye. Si se te gwo zouzoun k ap kidnape richès peyi a ki t ap mouri nan kolera, nou sèten yo t ap dedomaje tout grannèg

2) Pouvwa anplas la pito jwe wòl avoka MINISTA olye li fè demach pou viktik yo ak peyi a jwenn dedomajman nan men Nasyonzini

3) Prezidan an pa gen okenn respè menm pou moun ki te vote l yo, lè li chwazi mete konfyans li nan MINISTA ak kominote entènasyonal la pou kenbe l sou pouvwa a.

4) Pa gen anyen pouvwa sa a pap fè pou kouvri vye zak kriminèl MINISTA ap fè nan peyi a

5) Nou konprann tou, poukisa pouvwa Mateli a pat fè anyen pou defann Johny Jean nan peyi IRIGUE, jouk otorite nan peyi IRIGWE rive pase viktik nan nan betiz

Kolektif Mobilizasyon Pou Dedomajman Viktim Kolera yo ap raple pou tout moun, tout rechèch ki fèt sou dosye kolera a nan peyi a montre aklè, se MINISTA ki pote epidemi kolera a. Menm rechèch nasyonzini an te rive montre aklè mikwòb kolera ki AYITI a soti nan peyi NEPAL. Dènye rechèch espesyalis ameriken, Doktè Danielle Lantagne sot fè a montre aklè, se sòlda Nepalè yo ki pote malè pandye sa a sou tèt nou. N ap raple, Dr Danielle Lantagne, pwofesè nan Inivèsite HARVARD, se youn nan espesyalis ki te patisipe nan rechèch Nasyonazini an nan lane 2011. Anpil gwo palto, enstitiyon dwa moun, ak chèf leta lòt peyi rekonèt se MINISTA ki pote epidemi an. Menm jan ak Kolektif la epi kèk òganizasyon dwa moun nan peyi a, ansyen chèf leta kiben an Fidel Castro mande dodomajman pou viktik yo. Alòske, otorite ayisyen yo ki ta dwe pran defans viktik yo an premye, se yo menm k ap defann kriminèl MINISTA yo, kont pèp ayisyen an. Pozisyon sinik pouvwa Mateli Lamòt la montre aklè, pouvwa sa a, se youn pouvwa k ap blofe pèp la, pandan li pran pòz se enterè pèp la l ap defann. Moun sa yo kwè nan pèp sèlman nan moman eleksyon ak lè y ap ranmase taks nan men l pou fè gagòt.

Kolektif Mobilizasyon pou Dedomaje Viktim Kolera yo, mande pèp ayisyen an pou li pran nòt, kontinye mobilize kont okipasyon, chomaj ak lavichè epi kouri dèyè tout restavèk k ap pran woulib sou pèp la, pandan y ap travay kont li.

Pou Kolektif la : Yves PIERRE-LOUIS ak Guy NUMA

Entèvyou ak Direktè Jeneral Lapolis Ayiti, Godson Orélus

(Dezyèm pati)

N ap kontinye semèn sa a ak mizopwen direktè jeneral Godson Orélus te bay Ayiti Libète 16 septanm 2012, kote li te reponn kèk akizasyon ki te fèt sou li nan yon atik nou te pibliye 5 septanm 2012.

Kim Ives Ayiti Libète: Jiska prezan, genyen plizyè polisye ki patisipe nan gang kidnapi yo. Nan yon atik nan journal *Ayiti Libète* 15 out pase a, nou te site ka Emame Jean-Louis, propriyete antrepriz « Sourire Rent-a-Car », yon rezo polisye te kidnape l. Fanmi li te blije peye kidnape yo \$800.000. Aprè yo te libere l, Emame te depoze yon plent kont PNH pou patisipasyon kèk polisye, li te menm site non yo. Anyen pa janm fèt. 14 septanm 2012 la, menm rezo polisye sa yo kidnape yon sèten Georges Wilner. Kidnapè yo mande \$500.000. Fami l ranmase sèlman \$100.000. Kidnapè yo di li pa ase. Eske w okouran pwoblèm sa yo e kisa w ap fè pou rezoud sityasyon sa a sètadi fini ak rezo kidnape ki anndan lapolis la?

Godson Orélus: Nou genyen zewo tolerans. Men m ap di w tou, byen souvan, sa yo bay ou kòm enfòmasyon, se pa sa li ye vrèman, se youn pèsèpsyon, men se pa sa li ye vre.

Malerezman mwen pa ka ba w twòp detay nan mikwòb ouvè. Sa se youn seri dosye ki fè objè yon gwo investigasyon, men gen kèk eleman mwen ka di w kanmenm. Sa m ka di w se genyen fo polisye. Se youn taktik yo itilize pou fè konnen yo se polisye, men se pa polisye vre.

Men kanmenm, lè n ap mennen youn investigasyon, kapab genyen kèk konplisite nan lapolis. Donk nou konn rankontre sa, men lè nou jwenn ka sa yo, se zewo tolerans paske nan lapolis la, nou pa pèmèt sa. W ap wè rezilta a.

Gen youn pwogram k ap fèt anndan lapolis la kote n ap kontinye netwaye move grenn yo, paske pa gen fanmi ki pa gen move grenn. Men mwen garanti w n ap fini youn jou retire tout move grenn yo, paske fò nou bay popilasyon an vrèman kò lapolis l ap cache a, polis pa l la, polis pou l fè konfyans lan. Donk, fòk nou ogmante konfyans sa a.

Men kesyon polisye nan kidnapi, n ap genyen zewo tolerans,



Godson Orélus

zewo tolerans, zewo tolerans! Nou pap tolere yo. Depi se nèg ki nan lapolis ki nan aktivite sa yo, n ap mete yo anba kòd menm jan ak bandi yo, yo pral menm kote avèk yo.

Men fòk mwen di w, jan dosye a te parèt la, li pran fòm polisye, men se pat dosye polisye, se youn dosye ki mennen ak youn seri moun ki fè tèt yo pase pou polisye. Men – ou pa two lwen – anndan l gen konplisite noumenm nan kad ankèt nou, nou rive detèmine. Se lè sa a nou gen ankèt nou mennen sou yo, pou n rive fè limyè sou li, e lè m fè limyè sou nèg sa yo, y ap anba kòd menm kote ak bandi yo. Ou mèt fè nou konfyans nan sa.

Ayiti Libète: Eske depi ou nan DCPJ, osnon depi ou pran pòs direktè jeneral la, ou jwenn kèk polisye ki enplike nan kidnapi?

Godson Orélus: Plizyè, malezman. Fò m di w tou, lè nou jwenn yo, nou arete yo, nou mete yo nan prizon. E tout lòt polisye ki onèt, ki entèg, ki respekte tèt yo, yo kontan tou, paske yo pa aksepte sa. Yo kontan lè nou jwenn youn lòt nèg yo arete yo mete l anba kòd, yo voye l al jwenn bandi parèy l yo. Polisye yo kontan paske mesye sa yo pa gen lòt bagay y ap fè, se tèn, sal imaj lapolis la, diminye konfyans popilasyon an fè polisye yo, pèmèt lit kont kriminalite a vin pi difisil pou mennen. Si popilasyon an pa fè w konfyans, kwè m si w vle Kim, ou pap jwenn enfòmasyon, paske ou konnen bandi sa yo, se nan mitan popilasyon y ap viv, kote tout moun.

Fòk popilasyon an fè nou youn minimòm konfyans pou l denonse moun yo. Men fò m di w tou, yo konn konfwonte avèk kèk pwoblèm tou pafwa. Anmenmnan nou di n ap ranfòse lapolis, men fò n ranfòse

lajistis tou, paske genyen youn nan pwoblèm, moun yo toujou di yo pral lage kriminel yo, etsetera. Lè yo denonse yo, non sèlman yo pè pou yo pa tonbe sou youn move polisye, pou se pa youn polisye ki fè pati menm rejyon yo epi yo konn pè tou pou si lajistis al lage moun sa a pou l pa retounen kont yo.

Travay sa yo se youn travay ki pou fèt 2 kote, pandan n ap netwaye lapolis la pou nou pa wont, men fòk lajistis fè pati pa l tou. Ou konnen lajistis la limenm se lwa ki gide l, kèkfwa genyen feblès nan lwa tou. Donk mwen panse lapolis sipoze mete tèt li ankonse avèk lajistis, mete tèt ansanm ak pakè yo pou nou travay ansanm...

Fò nou gen jij kredib tou pou fè pwosè ki kredib, pou bay nou rezilta, pou gen plis sekirite nan peyi a. Sa pral mennen biznismann nan peyi a, ki pral pèmèt moun ki pa ka jwenn travay, jwenn travay.

Mwenmenm, Kim, mwen fè youn long pakou nan lapolis, 15 zan karyè. Mwen rantrè an 1996 kòm komisè polis, mwen fè prèske tout peyi a. Mwen pase nan nivo administrasyon, tanto mwen polisye ankèt, tanto mwen responsab direksyon estrateji, mwen te direktè depatmanal plizyè depatman. Monchè, mwen genyen ase eksperyans, mwen konnen polisye yo byen, mwen konn tout trik, mwen konn vi polisye yo, mwen konn doule yo, mwen konn fristrasyon yo, mwen konn tout pwoblèm yo.

Sèlman fòk nou mete lòd nan lapolis la, paske se sa nou bezwen kounye a. Mete lòd, retire move grenn yo, donk pou n kapab ogmante konfyans bò kote popilasyon an, konsa w ap wè popilasyon an limenm, li pap pè lè l wè youn polisye youn kote, epi li pap pè pou l denonse youn bandi tou, paske tout bandi yo se nan mitan popilasyon an y ap viv. Se pa youn kote apa, se nan mitan nou yo ye.

Depi genyen youn ti minimòm konfyans pou yo denonse yo, epi pwoblèm yo pap two konplike non, Kim. Pwoblèm lapolis, se entelijans ki fè l, se enfòmasyon. Se pa fòs sèlman ou bezwen pou kontrekare fòs bandi yo. Anmenmnan, entelijans epòtan.

Asuiv

MENEZ JEAN-JEROME
Attorney at Law
**Real Estate
Immigration-Divorce**

4512 Church Avenue
Brooklyn, NY 11203

Nou pale kreyòl!

**(718) 462-2600
(914) 643-1226 CELL**

LACROIX MULTI SERVICES

Tel: **718-703-0168** * Cell: **347-249-8276**

1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226

www.lacroixmultiservices.com

- Income Tax • Electronic Filing
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit - IRS Check
- Business Tax • Notary Public
- Immigration Services
- Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
- 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
- Resume • Property Management • Credit Repair

DÉCÈS

Haiti Liberté vous fait part de Moïse Mathurin, survenue le maladie courageusement enfant des feux époux Baptiste Mathurin à Fort Dr Moïse Mathurin laisse André Jean Mathurin, ses Moïse Mathurin Moraros, Stanley Mathurin et Régine fils Nikolaas Moraros et belle fille Emily Draper ; ses Moraros, Ezeyah et Kaliyah Mathurin, ses soeurs Emilie ses belles soeurs Angéline Jean ses frères Marc Elie et Fritz Jean ; ses nièces Donna Aidoo, Linda Saleshi, Marie Jacqueline Seraphin, Emlin Seraphin-Sam, Ketsia Michel, Rebecca Seraphin, Rachel et Loudlyn Vincent, Lyn-Davy Richards, Magaly Charles, Sarah Cornet-Jean et Ysabelle Jean; ses neveux Billy Saint Clair, Joseph Seraphin Jr, Dugué Mathurin Jr, Richard Montreuil Mathurin III, Emmanuel Vincent, Elvis Jean, Jules-Elie et Fritz Jean, Dominique Pierre Toussaint, Vladimir Alexis, Sebastien Cornet-Jean, Madame Alide Joseph; des familles telles: Mathurin, Jean, Alexandre, Augustine, Bien Aimé, Sam, Camille, Charles, Dunbar, Eustache, Jean Baptiste, Jonathan, Joachim, Joanis, Joseph, Lamour, Myrthil, Noel, Philogène, Rodrigue et une pléiade de parents, alliés, collègues et amis plongés dans la désolation.

Dr Moïse se repose aux cimetières Meadowridge Memorial Park, Washington Blvd, Maryland.

Paix à son âme.

la nouvelle de la mort du Dr 24 octobre dernier après une supportée. Il était le 3ème Montreuil et Anna Lucia Jean Liberté.

derrière lui son épouse quatre enfants dont Karyn Montreuil (Ted) Mathurin II, Mathurin Thomas; ses beaux Walter Thomas, sa future petits enfants Elijah E Thomas ; son frère Dugué M.Vincent, Lydie M. Séraphin ; Marie, Ketty Mathurin ; ses beaux

Wilson Jeudy : Le tyran de Delmas

Par J. Fatal Piard

Le despotisme propre au macoutisme La vie dure diraient ceux et celles qui ont fait foi au respect des droits fondamentaux de la personne humaine. Si les masses populaires ont arrosé de leur sang le long et périlleux chemin de la lutte pour le respect de leur dignité, le tyran Wilson Jeudy ne l'entend pas de cette oreille. Dépouvu d'état d'âme, il ne se passe un jour sans qu'il ne porte préjudice aux riverains de Delmas, soit en violentant les étalagistes, soit en les expropriant.

Profitant de ses accointances avec le pouvoir Tèt Kale, ce maire de facto a juré par tous les saints de persécuter tous les habitants de cette commune qu'il se complait à leur rendre la vie dure. Jean Robert Limontas, au cours d'un entretien avec le journal, ne nous a pas caché les violences physiques infligées à sa cousine Madame Surprise Placide par Wilson Jeudy et ses sbires programmés à cet effet. « Le mercredi 31 octobre dernier, je visitais la propriété familiale à Delmas 75 comme j'ai l'habitude de le faire à chaque fois que je rentre au pays. C'est à ma grande stupéfaction qu'un individu écumant de colère a débarqué sur le site. Accompagné de ses sbires, eux aussi écumant de rage, ils se sont jetés sur moi à bras raccourcis. L'indompté m'a sauvagement giflée sur les deux joues. Ensuite, un policier en uniforme s'est saisi de mon ipod ainsi que de mon sac à main contenant des pièces importantes et de l'argent », a fait savoir Madame Surprise Placide, qui six jours après porte encore les stigmates de la sauvagerie de ce Jeudy.

La victime de Wilson Jeudy intervenait le lundi 5 novembre au cours de l'émission de nouvelles de 4 heures diffusée sur Scoop FM, une station de radio qui émet depuis Pétion-Ville. Madame Placide a renchéri pour dénoncer le fait que cet imposteur fait courir le bruit qu'il est un pasteur. Ce qui l'a amenée à se demander si ce titre de pasteur dont il s'est affublé l'autorise à escamoter les biens d'autrui.

Celle qui fut la proie du despotisme inqualifiable de ce tyran de Wilson Jeudy a poursuivi pour faire part à l'opinion publique du calvaire vécu sous les griffes acérées du maire de facto de Delmas. Réagissant au témoignage émouvant de Madame Surprise Alcide Vilmé, l'homme de droit bien connu Fritz Canton est intervenu par téléphone pour étayer avec des preuves patentées les agissements



L' « Agent Exécutif Intérimaire » Wilson Jeudy, ex-maire de la commune de Delmas

inconvenants de ce Jeudy. « Je tiens à faire part de mes félicitations à Madame Vilmé pour son courage exemplaire. C'est rare que des gens victimes de si criantes injustices soient aussi braves pour les dénoncer publiquement et avec des thèmes véridiques. Pourtant Haïti est le seul pays où les autorités censées placées pour protéger les propriétés privées s'arrogent le droit de s'en approprier comme bon leur semble » a soutenu Maître Canton qui a tenu à porter à la connaissance de Jeudy que la loi n'admet l'expropriation que pour cause d'utilité publique. « Le terrain en question appartenait à mon arrière grand-mère et ce depuis 1850. Et ma mère âgée maintenant de 89 ans en est l'actuelle propriétaire légale. Si ce Wilson Jeudy rien que sur la base de son poste, s'en est approprié aussi injustement ce n'est que sur la base de sa complicité avec le pouvoir Tèt Kale. Ironie du sort, ce Wilson Jeudy, lui aussi briguant le poste de la magistrature suprême du pays s'en prenait vertement à son rival Michel Martelly qu'il qualifiait de délinquant et d'interverti ».

Ainsi, le cousin de la victime, Jean Robert Limontas a témoigné contre les actes arbitraires de ce despote qui sème la terreur à Delmas et a aussi promis de porter l'affaire par devant les plus hautes instances juridiques du pays. L'on aurait cru que toutes les victimes de ce Wilson Jeudy s'étaient donnés rendez-vous à pareille heure sur cette même fréquence. C'est ainsi que le député des Anglais, Me Lisma Aurélius a ajouté la goutte d'eau qui allait renverser le vase de contestations. « Je suis intervenu pour dénoncer publiquement les menées malhonnêtes de ce Wilson Jeudy qui fait tout pour persécuter les contribuables en séquestrant leur propriété privée. Dans mon bureau d'avocat, nous avons déjà reçu plus d'une quinzaine de plaintes contre le maire de facto de Delmas qui se croit autorisé à agir comme bon lui semble. Au niveau du parlement, nous allons adopter des dispositions visant

à freiner les menées dictatoriales de ce despote notoire ayant pour nom Wilson Jeudy », a confirmé le parlementaire. « Je n'arrive à pas comprendre que le gouvernement fait appel à des investisseurs étrangers et qu'il lâche parallèlement ses sbires aux trousses des propriétaires pour les exproprier. Alors quelle garantie leur donner qu'ils ne seront pas victimes du terrorisme d'Etat de ces maires qui priorisent la délinquance municipale ? », s'est indigné Monsieur André Limontas, le frère de la victime de Jeudy.

De toute évidence le prévenu avait droit à une réponse. Etant donné qu'il n'a pu déceler de justification appropriée pour expliquer l'injustifiable, ce violeur notoire de droits humains, a tenté de ridiculiser sa victime. Au tout début, en bon aigrefin qui se croit intelligent, Jeudy a tout bonnement nié avoir rencontré sa victime. Mais croyant pouvoir jouer à l'autruche et sur insistance du présentateur, il va s'armer de toupet pour tenter de se disculper, mais en vain. « Par coïncidence, je passais à Delmas 75 le mercredi 31 octobre dernier. J'apercevais une dame drôlement vêtue d'un pantalon blanc et d'un corsage rouge avec un bâton en main. Je croyais que c'était un « guédé ». Craignant pour la vie des riverains, je suis allé à leur secours au cas où elle voulait les agresser. Ainsi les agents attachés à ma sécurité l'ont maîtrisée, se sont saisis de son ipode et de son téléphone portable avec lesquels elle nous photographiait », a élocubilé le bourreau de Madame Placide. Wilson Jeudy pran tout moun pou makak men jan ak li.

Mais, l'on doit demander à ce Jeudy depuis quand les Guédés étaient-ils violents au point de déployer tout son arsenal de Gorilles pour en maîtriser un seul qu'il s'est complu à gifler aussi féroce. Nous devons cependant reconnaître que l'objectif primordial de cet intégriste religieux qui se fait passer pour un « pasteur » consistait essentiellement à ridiculiser notre culture pour plaire à ses tuteurs de l'occident fondamentaliste.

Depuis 2006 que ce Jeudy a investi la municipalité pour un mandat de 4 ans, il s'est taillé une renommée d'escroc, de bandit légal de grand chemin et exproprie les habitants pour satisfaire ses *ti zanmi*. *Konsa, Wilson Jeudy ap kale tèt tout moun Delma a yo Tèt Kale. Wilson Jeudy se chèf Tèt Kale l ap sèvi ak yo tou Tèt Kale. Alors, aux victimes de se mobiliser pour obtenir justice et réparation. Tout bagay ki monte gen pou l desann. Alòs se pa Wilsonn Jedy ki pa ka desann.*

Haïti: Le Choléra gagne du terrain !



Le Choléra-Minustah est en train de gagner du terrain dans le pays, particulièrement dans la région Sud

Par Yves Pierre-Louis

Après le passage de l'ouragan Sandy en Haïti, Le Choléra-Minustah est en train de gagner du terrain dans le pays, particulièrement dans la région Sud. Des centaines de cas ont été enregistrés et des dizaines ont déjà trouvé la mort. Selon les chiffres communiqués par le responsable de l'Unité de lutte contre l'épidémie au Ministère de la Santé publique et de la population (MSPP), Dr. Donald François, 20 cas de décès ont été enregistrés au cours de la période du passage de Sandy sur le pays. 10 cas de décès ont été enregistrés dans la localité des Orangers, 5e section Communale de Bainet département Sud'Est, 12 autres dans la localité de Dori de la commune de Maniche dans le Sud du pays et 7 cas dans l'Arrondissement d'Anse-d'Hainault, dans la Grand'Anse. Le nombre de décès augmente quotidiennement dans la région Sud d'Haïti.

Selon les données communiquées par une agence en ligne, du 24 au 29 octobre 2012, l'unique dispensaire de la localité de Dori a reçu 78 cas de Choléra, 8 ont déjà trouvé la mort, a informé l'infirmière en charge de ce dispensaire, Madeleine Chéry. Le maire de la commune de Maniche, Pierre Evens Alexis s'est dit dépassé par la situation. Une section communale qui compte environ 15 mille habitants a un seul dispensaire qui dispose d'une seule infirmière et d'aucun médecin : « Ce dispensaire ne se trouve pas dans l'endroit approprié pour recevoir les victimes du Choléra. Car, il est tout proche d'une église et d'une école. Notre premier souhait est qu'un centre de Traitement du Choléra (CTC) soit installé dans la commune et qu'un médecin soit nommé à ce dispensaire pour apporter des soins de santé aux paysans », a déclaré le premier citoyen de la commune. De plus, à cause de la rivière de Cavaillon et de la Ravine Blanche qui sont en crue, les médicaments et d'autres matériels expédiés sur places par les responsables du ministère de la Santé Publique, n'arrivent pas à atteindre leur destination à temps. Des habitants animés d'un esprit de solidarité et d'humanisme ont risqué leur vie pour aller récupérer les médicaments de

l'autre côté de la rive. Alors que le président Martelly et son Premier ministre, Laurent Lamothe flânent à longueur de journée dans des hélicoptères. Combien faut-il de temps à l'un d'entre eux pour atterrir à Maniche avec les médicaments et sauver la vie des paysans abandonnés à eux-mêmes ?

Telle a été la déclaration du coordonnateur régional de tètkalet Tipeyizan Ayisyen, Ramon Gasma : « Nous sommes livrés à nous-mêmes et au Choléra-Minustah. » Le Choléra importé en Haïti depuis Octobre 2010 et qui a tué en deux ans plus 7500 Haïtiens et contaminé plus de 700 mille autres, continue de faire rage dans le pays. Malgré que toutes les recherches ont déjà prouvé la responsabilité des casques bleus des Nations Unies dans ce génocide, le gouvernement pense le contraire en refusant de reconnaître la responsabilité des soldats de la Minustah dans ce crime odieux et abominable pour exiger des Nations Unies le dédommagement des victimes. Ce que le gouvernement haïtien n'a pas fait, l'ex-dirigeant cubain, Fidel Castro l'a fait pour lui en demandant à l'ONU d'assumer ses responsabilités dans la propagation du vibron Choléra en Haïti et de respecter les règlements de l'organisation mondiale en accordant à chaque famille des victimes une compensation de 100 mille dollars US.

Le Bureau des Avocats Internationaux (BAI) a déjà déposé une requête depuis environ un (1) an par devant les instances des Nations Unies pour 5000 victimes leur demandant de donner un montant allant de 50 à 1000 mille dollars US à chaque famille des victimes. La totalité du montant exigé pour réparer les victimes ne correspond même pas à celui accordé à la Minustah par l'ONU pour le maintien de cette force pour une année. De l'autre côté, le Collectif de Mobilisation pour le Dédommagement des Victimes du Choléra en Haïti et un autre regroupement d'organisations progressistes d'Amérique du Nord, d'Amérique Latine et de la Caraïbe dénommé « Défendre Haïti c'est défendre nous-mêmes » continuent leur mobilisation pour exiger le départ inconditionnel des forces d'occupation de l'ONU d'Haïti, justice et réparation pour toutes les victimes de ces forces, particulièrement celles venant du Choléra.

GUARINO FUNERAL HOME



Serving the Haitian Community for Over 30 Years

9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236

718-257-2890

EMMANUEL FUNERAL HOME

"An Oasis of Peace"



14300 West Dixie Highway, Miami, FL

110 South Dixie Highway, Lake Worth, FL

Fritz G. Duvigneaud

561.502.8244 • 561.588.0302

954.942.0056

Pasteur Enoch Milien

305.949.0603 or 6118

786.487.6836

Emmanuelfuneralhome@yahoo.com

Affaire Clifford Brandt : La criminalité organisée et l'état en Haïti

Par Jacques NESI

L'observateur averti, qui suit l'arrestation de Clifford Brandt, ne peut s'arrêter de penser à l'histoire de la famille de Don Vito Corleone immortalisée par le film *Le parrain*, une trilogie qui en 1972 a marqué le cinéma italien. Ce film a donné une image mythique d'une mafia synonyme de justice privilégiée à la famille, l'amitié. Au-delà des symboles et des mythes popularisés par les films d'Hollywood, qui flattent ces hommes obscurs, plus tard en 2006, le romancier italien Roberto Saviano explique comment des chefs de la « camorra » à Naples finissent par adopter le comportement d'Al Pacino dans *Scarface*. Le rapprochement du groupe dirigé par Clifford Brandt avec la mafia est prématuré, hâtif : il faudra attendre les éléments de l'enquête – si l'enquête aboutit – pour comprendre les chaînes de complicité dont a bénéficié ce paragon de la « belle famille haïtienne ». On ne peut pas résister à cette hypothèse provisoire de comprendre les spécificités de cette organisation mise en place et coordonnée par M. Brandt en 2008.

A-t-il voulu se rapprocher de Tarantino ou de Raffaele Cutolo, dont s'inspire le film *IL CAMORRISTA*, sorti en 1986, film de référence pour la criminalité organisée en raison de ses répliques diffusées régulièrement dans les discothèques napolitaines : « qui t'envoie ? » « Celui qui m'envoie est celui qui peut vous donner la vie et qui peut aussi vous l'enlever ! » ? Au risque de discréditer notre hypothèse, celle de déceler des pratiques mafieuses dans le groupe de Brandt, essayons de construire d'autres hypothèses davantage recevables.

La première est celle d'une véritable économie criminelle que Brandt a tenté de mettre en place. Elle est caractérisée par une organisation rationnelle, sous-tendue par une hiérarchisation des fonctions, une répartition des tâches, une organisation rodée qui donne la primauté à la discrétion. Selon *Alterpresse*, l'agence de presse haïtienne en ligne, l'organisation dirigée par Brandt se structure autour d'un homme puissant qui dispose d'une aura, d'un rayonnement, d'une référence symbolique dans la société haïtienne.

« 1- Clifford H. Brandt, chef du groupe et responsable de la logistique qui fonctionnait aussi sous le nom de Travelino Jackson ;

2- L'ancien inspecteur de police

aujourd'hui en cavale, Edner COMÉ, numéro 2 et réputé bras droit de Clifford H. Brandt ;

3- Ricot Pierre-Val ou Edson Forgue, déporté des Etats-Unis d'Amérique en 2011 pour drogue et cambriolage, est responsable de la surveillance des otages ;

4- Carlo B. Saint-Fort, résident des Etats-Unis ;

5- Fadner Novalus, chauffeur de l'organisation ;

6- Murat ainsi connu, bahaméen déporté des Bahamas, chauffeur du groupe ;

7- Elissoit ainsi connu, déporté des Etats-Unis ;

8- Joseph Rodfort ainsi connu, ancien membre de l'unité spécialisée S.W.A.T de la police nationale, chargé du repérage des lieux de séquestration. » (Radio Kiskeya, 31 Octobre 2012, <http://www.radiokiskeya.com>)

Il s'agit d'une organisation qu'on peut représenter sous la forme d'un organigramme qui coordonne les différentes fonctions, les différents niveaux de responsabilité ; de plus, cette organisation dispose de codes de conduite, de normes, de règles. On est en présence d'une organisation spécialisée : divisée en ramifications opérationnelles, chacune de ces branches s'occupe de secteurs d'activité précis. La fonction de repérer « les lieux de séquestration » est ainsi distinguée de celle de collecter des informations ; une division du travail qui montre que cette activité s'intègre aux règles de l'économie de marché. Comme le précisent Alain Bauer et Christophe Soulez, dans un ouvrage récent « Une histoire criminelle de la France », « l'entreprise criminelle est devenue une entreprise comme les autres. Gestion des zones de chalandise, management par la motivation pour le personnel, investissement dans la recherche et développement, recherche de nouveaux marchés, tout est conforme au business plan de toute industrie digne de ce nom. » (Alain Bauer, Christophe Soulez, « Une histoire criminelle de la France », Paris : Odile Jacob, 2012, p.274)

La deuxième caractéristique de cette organisation dirigée par Clifford Brandt est le contrôle du territoire étranger et du territoire national, dans une dynamique permanente de déplacements des frontières géographiques, dans un mouvement construit qui inscrit l'ouverture des flux migratoires et financiers, créant l'interdépendance entre la criminalité locale et la criminalité étrangère. Comme un écumeur



L'ancien inspecteur de police aujourd'hui en cavale, Edner COMÉ

de mer, le membre du groupe, résident à l'étranger a pour fonction de constituer une mine d'informations sur les mouvements des migrants, leurs déplacements, et l'on comprend pourquoi certains haïtiens en vacances en Haïti sont victimes d'enlèvements. C'est une donnée nouvelle qu'on ne peut négliger dans l'interprétation de la criminalité organisée.

Le crime change de forme, il se dilue dans la société légale, en maximisant les liens qu'il établit et se renforce dans la société dans une interaction permanente avec la société politique. Ce qui suscite la curiosité, c'est que l'activité légale de Clifford Brandt se confond avec l'activité illégale : les deux sont intimement liées, l'activité légale sert d'écran de fumée au déploiement d'activités illégales. Les frontières entre les deux sont si ténues que les soupçons paraissent se briser sur l'in vraisemblance. Vendre des voitures, commercialiser des biens et services sont des activités légalement acceptables, entreprises dans un cadre marchand, mais qui empruntent des trajectoires des modalités d'infiltration de ce qui est illicite. Or, on assiste à une imbrication des deux activités. Et comment l'infiltration de la criminalité s'articule-t-elle à l'activité légale ? Cette imbrication recouvre des enjeux qu'il est intéressant de comprendre. On peut en distinguer deux :

Le premier enjeu est l'accumulation de richesses : les activités criminelles tendent à s'insérer dans un cadre quasi-légal, cherchant à se protéger de tous risques de contrôle juridique, et fiscal ;

Le second enjeu est l'instrumentalisation des fonctions que remplissent des entreprises légales : elles confortent l'élément de puissance



Clifford H. Brandt

dont jouit l'entrepreneur local qui agit en toute légalité. D'où la capacité de blanchiment. On voit ainsi s'affirmer le statut d'une structure hybride qui se loge dans le maquis illégal et l'univers légal : un va et vient entre les deux zones, allant d'activités criminelles aux activités illégales, mais insérées dans des logiques financières régulières.

Les défis de l'enquête sur l'affaire Brandt.

L'enquête à venir doit déterminer comment ce réseau parvient à s'infiltrer dans l'économie de marché ? Comment des entrepreneurs membres du réseau de Clifford Brandt sont-ils parvenus à peser sur des activités entrepreneuriales, sur des opérations, des transactions marchandes où sa puissance pourrait jouer un rôle significatif ? On peut se demander par exemple, est ce que ce groupe est parvenu à influencer le détournement de l'aide internationale, à participer au processus de privatisation ? Peut-on établir une filiation entre ce groupe et des assassinats par exemple de banquiers, d'entrepreneurs, tel un agronome assassiné en Aout dernier, à Port-au-Prince, soupçonné d'avoir exercé un monopole sur l'octroi de marchés publics de construction de stades en Haïti ? N'est-il pas le moment de se poser des questions sur le poids de ce réseau quant à l'incapacité de certains de pénétrer le marché haïtien, s'il n'est pas détenteur d'avis favorable d'un investisseur en situation monopolistique sur le marché haïtien ? Pourquoi le monopole reste-t-il la chasse gardée d'une catégorie précise d'investisseurs ombrageux et prêts à concurrencer l'Etat sur tout objet du monopole de la violence légitime ? L'activité illégale se déploie d'autant plus aux interstices de la légalité que la libéralisation économique pousse Haïti à ouvrir ses frontières, à infléchir son cadre juridique et réglementaire. N'a-t-on pas reproché à Haïti de se montrer peu dynamique pour son manque d'ouverture en refusant les règles et normes permissives sur les droits de propriété.

On est donc en face d'une hypothèse de « criminalité organisée » dans le sens retenu par l'Assemblée Générale des Nations Unies en 2000 : ce sont des « groupes structurés de trois personnes ou plus, existant depuis un certain temps et agissant de concert dans le but de commettre une ou plusieurs infractions graves ou infractions établies conformément à la présente Convention (1), pour en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou un autre avantage matériel » (Nations unies, Assemblée générale, 2000, p. 4). L'organisation de Clifford Brandt illustre bien cette définition. Elle en garde certaines propriétés : « enracinées localement et étroitement liées à une population donnée, elles sont considérées comme des sociétés secrètes hiérarchisées, engagées dans des entreprises licites et illicites et prêtes à recourir à la violence et à la corruption pour accroître leurs profits. » (Sommier, 1998, p. 14, cité par Gilles Favarel Garrigues, La criminalité

organisée transnationale : un concept à enterrer, *L'Economie politique*, 2002, No.15, p.8-21).

Mais la question qui doit nous préoccuper davantage est celle de savoir comment Haïti peut faire face à ces formes de criminalité organisée qui recouvrent le trafic de stupéfiants, la traite des êtres humains, la contrefaçon, la fraude économique et fiscale, la cybercriminalité. Or, ces formes de criminalité s'attaquent aux Etats même les plus développés : les mafias italiennes de Sicile, de Calabre, de la Campanie, la mafia russe, les triades chinoises, les yakuzas japonais se rapprochent de CosaNostra, se développent à l'ombre des Etats, les concurrencent, construisent des îlots impénétrables aux Etats. L'on y voit s'intensifier ce que Béatrice Hibou appelle des « processus de criminalisation de l'Etat ». C'est-à-dire que l'Etat prend forme au fur et à mesure que se construisent des pratiques et des réseaux criminels. Les narco-guérillas transforment la Birmanie, l'Afghanistan ; en France, les Pays-Bas et le Maroc sont considérés comme les principales zones d'approvisionnement des trafiquants en matière d'héroïne et de résine de cannabis. L'Afrique de l'Ouest loge les groupes criminels sud-américains, se livrant à des activités de création d'entreprises de pêcheries, des complexes hôteliers, des sociétés d'import-export.

En matière de traitements humains, trois-cent mille africains pénètrent de façon illégale l'espace européen, tous les ans, tandis que 80% des organisations spécialisées sont nigériennes et polonaises. Il s'agit donc d'un phénomène mondial qui ne se développe pas dans ce que les relations internationales appellent les « Etats effondrés », « les Etats faillis » : c'est-à-dire des Etats qui sont incapables d'exercer leurs prérogatives en matière de contrôle du territoire, de garantir la sécurité de leurs propres ressortissants, de faire face, mobilisant de façon autonome les ressources nationales, aux catastrophes naturelles, de combattre par le recours à des instruments spécifiques à l'Etat de droit des poches de nuisance sociale.

L'organisation spécialisée de l'ONU en charge du crime (UNODIC) a montré que des criminels, les trafiquants de drogue auraient blanchi environ 1 600 milliards de dollars américains en 2009, ce qui représente 2.7 % du PIB mondial. Tandis que l'argent résultant du crime organisé transnational, comme le trafic de drogue, la contrefaçon, le trafic d'êtres humains ou le trafic de petites armes, représenterait 1.5% du PIB mondial. Soixante-dix pour cent de cette somme auraient été blanchis. » (Alain Bauer, Ibid, p.288)

Que peut faire HAÏTI face à cette mondialisation du crime ? L'Etat peut sortir grandi de cette multiplication de zones criminelles qui soumettent ce pays à leur domination. C'est par la confrontation avec des réseaux criminels que l'Etat parvient à se développer, se former, se consolider. On peut regretter que la reprise en main de l'enquête par la FBI vienne court-circuiter les bénéfices que pourrait tirer l'Etat en Haïti en termes de trajectoires de formation. C'est un prétexte irrecevable de préjuger de la défaillance de l'Etat haïtien sans prendre le temps de lui laisser les responsabilités qui sont les siennes, l'Etat en Haïti ne se délite pas, il ne se dérobe pas. D'ailleurs, on peut supposer que le silence du gouvernement sur l'arrestation de Clifford Brandt pourrait être un signe positif, il signifierait l'indépendance de la justice, ce qui n'exclurait pas toute interférence sournoise et discrète du gouvernement, dans cette affaire. Il faut marteler avec force que la jeune police d'Haïti ne doit

Suite à la page (18)

Director: Florence Comeau
Interlink Translation Services
* Translations * Interpreters
* Immigration Services
* Résumé * Fax Send & Receive
* Much more.
English • French • Kreyòl • Spanish
Tel: 718-363-1585
899 Franklin Avenue,
Brooklyn, NY 11225

PAUL J. JOURDAN
ATTORNEY AT LAW
107 Kenilworth Place
Brooklyn, NY 11210
Phone:
(718) 859-5725
(347) 898-7514
• Immigration
• Divorce
• Business Formation
(Corporation & Partnership)
• Estate Administration - Wills
• Real Estate Closings

MAXX
REAL ESTATE
Consultant Corp.
REAL ESTATE:
• Residential
• Commercial • Condo
• Coop • Rentals
INCOME TAX:
• Individual • Business
NOTARY PUBLIC
Unique market knowledge & excellent negotiation skills
1424 Flatbush Ave.,
Brooklyn, NY 11210
(Corner Farragut Road)
718.576.6601
maxxrealtys.com
Non pale Kreyòl!

Haiti's hunger games:

Disastrous food policy bites hands that feed

By Phillip Wearne, Haiti Support Group

One *mâmit* (5.75lb tin) of rice? 150 Haitian Gourdes (about \$3.57), up 50% since July. Corn meal? At 100 Gourdes per *mâmit*, that has doubled in the past year. Beans? Well, they are only 210 Gourdes, a mere 40% increase.

It is a measure of the scale of the food price crisis that Haitians are now using the word *goudougoudou* – their imitation of the sound of ground rumbling in the 2010 earthquake – to denote hunger pains. Soaring food prices mean the hungriest country in the Americas is getting hungrier.

The most immediate cause is the impact of Hurricane Isaac, which devastated crops across Haiti in late August. Shortages quickly made their impact felt in markets and shops where the poor, who include many small farmers, can spend up to 75% of their minimal income on basic foodstuffs even at “normal” prices.

Isaac followed a drought in April and May, ensuring a poor harvest for 2011-12. Even before the hurricane, total cereal yields were expected to be down by 7% to 607,200 tons: rice 15% lower at 120,300 tons, with the root vegetable crop projected to fall 6% to 419,000 tons.

The local food crisis is mirrored by an international one. The U.S. farm belt's worst harvest in 50 years is now sending wheat, maize, and soya prices soaring. A similar food price spike in 2008, spawned riots across the globe, not least in Haiti. “Goudougoudou Demands Change,” warns the graffiti now appearing on the cement block walls of Port-au-Prince.

As ever, Haitians are right on target in directing their anger at their political leaders. In the past 30 years, it is the disastrous agricultural policy of the *klas politik* rather than the tireless efforts of Haiti's peasants that has made the country a poster boy for food dependency and thus price vulnerability.

The technical term is “food insecurity” and Haiti, considered very food secure just 30 years ago, now has the third worst level of hunger in the world, according to the current Global Hunger Index (GHI). Haiti's status is considered “extremely alarming,” with 57% of the population undernourished and 18.9% of children under 5 underweight, the key factor in a mortality rate of 16.5% amongst this group.

How and why did this happen?

First, there has been a chronic lack of investment in farming in Haiti. Agriculture, despite long-term decline, has actually been a remarkably stable economic base, never accounting for less than 25% of GDP and, just as crucially, employing more than 50% of the working population in Haiti. Yet typically, in 2012, the sector has been allocated a mere 6% of the national budget.

Foreign development aid spending has been even worse, with agriculture getting a miserable 2.5% of total foreign assistance in the five years ending 2005, despite farming being, in the World Bank's words, “by far the most important social and economic activity in Haiti.”

Secondly, the ruthless slashing of tariffs on foodstuffs have left Haitian farmers cruelly exposed to cheap, often subsidized, imports. With import tariffs in Haiti just 3%, compared to 20% in the Dominican Republic and an average of 26% in the Caribbean as a whole, imports of rice, for example, have soared from 16,000 metric tons in 1980 to 467,000 in 2010 (at a cost of \$267m), decimating domestic production. Rice is hardly exceptional. Maize, chicken, pork, and sugar production in Haiti have all fallen precipitously in the

past 20 years, crushed by imports.

Waging war on peasants

“We have to get away from the idea that what has happened in Haiti has been the result of benign neglect,” says Chenet Jean-Baptiste, head of ITECA, one of the country's most effective peasant organizations. “Frankly, successive Haitian governments have waged war on peasant agriculture as if it was some sort of threat rather than the basis of the nation's survival.”

Chenet's charge sheet starts with the USAID-sponsored Kreyòl pig eradication program of the early 1980s, a response to the threat of African swine fever to the U.S. hog industry. In culling virtually the entire indigenous pig population, the slaughter probably constituted the worst single episode of de-capitalization in rural Haiti since independence.

Next came the food import tariff reductions: from 150% to 57% in one step in 1986, followed by another overnight drop from 50% to 3% in 1995. Within a few years, a country that had produced more than 80% of the rice it consumed, found itself importing more than 80% of its needs. One of the world's largest and oldest sugar producers effectively ceased production.

Juxtaposed with what was actually done was a complete failure to do what needed to be done, with land redistribution, titling, and securitization of tenure the key. A limited land reform effort in 1995 was soon abandoned, even though with perhaps as much as 10% of Haiti's arable land owned by the state, there was actually little need to challenge the country's *grandon* landowning class – successive governments' main fear – by buying and redistributing their landholdings.

With so little arable land secure in the hands of those who actually farm it, whether as tenants, owners, or sharecroppers, farmers have little incentive to make productive improvements, whilst the environmental degradation for which Haiti has become a byword, has continued apace. Deforestation, as clearance for subsistence farming or for charcoal production, has today left just 2% of the landmass of Haiti with forest cover.

Meanwhile, largely as a result of the loss of trees and vegetation, Haiti loses an estimated 37 million tons of topsoil, the equivalent of 12,000 hectares of arable land, a year. Watersheds and irrigation systems remain unpaired or unmanaged, as the country's most precious resource, topsoil, is washed away to discolor the turquoise sea by Haiti's second most precious resource, rainfall.

The absence of any loan system in rural Haiti means that, even if available, credit can cost small farmers 50% a month. We are not talking about funds to buy tractors or machinery here, but the absence of the sort of micro-loans needed to buy hoes, seeds, transport, or any of the most basic agricultural extension services.

In Haiti, the widespread lack of basic storage, drying and processing facilities, distribution or transport services means that at any one time or place, 20-40% of harvests are lost before reaching market. “Frankly, the past thirty years has been a holocaust, with the Haitian peasantry and their communities the victims,” concludes Chenet Jean-Baptiste.

Rural reality: Blame the victims

Today, more than one million Haitians farm a patchwork of tiny plots known as *mouchwa* (handkerchiefs) that average less than one-third of an acre in size, with individuals often occupying three or more non-adjacent plots each.



Elizabeth Whelan/Partners in Health

With so little arable land secure in the hands of those who actually farm it, whether as tenants, owners, or sharecroppers, farmers have little incentive to make productive improvements

Burdened with a land pattern that appears fractured beyond all practical use, without support and, indeed, actively undermined, it is an incredible feat of perseverance that Haiti's small farmers continue to plant, cultivate, harvest, process, store, transport and sell most of the country's varied staple food.

While external consultants decry the custom that has led to the endless sub-division of plots of land between all heirs equally, few but those who work with Haitian peasants appreciate its real meaning: a commitment to the land, a commitment to farming, a commitment to sufficiency and stability that the country should cherish and cultivate.

The failure to work with such producers, addressing their problems, rather than blaming them and trying to eliminate their economic base, is a telling metaphor for Haiti, past and present. In essence, the small-farm sector's treatment crystallizes the disdain with which the rural peasantry, *moun andeyò* – the world beyond Port-au-Prince – has always been held by those in power.

As such, agriculture's status is just the most extreme example of the national exclusion of the poor. Nowhere are there more poor people in Haiti than in the countryside; nowhere is there less political or even practical consideration of their needs. Understandably, given the conditions, rebellion has historically come from the provinces, where small farmers live: repression, taxation, exploitation rather than consultation or negotiation was always Port-au-Prince's first-choice response.

In more recent decades, agricultural policy, such as it is, has been subordinated to an unholy alliance of international and national actors. The former are the foreign governments/donors, invariably seeking to “open up” Haitian markets for western business, agro-industrial corporations in this case; the latter are the Haitian business elite of the country's urban centers, whose economies they monopolize.

As migration to the cities, spurred by the “war” on the peasantry, has soared, the profitability of monopoly import licenses for foreign foodstuffs, and, downstream, their distribution and sales, has grown accordingly. “There are very powerful interests making us dependent on foreign food imports, both here and abroad,” says Camille Chalmers of PAPDA, the Platform for Alternative Development. “Increasingly Haitians consume in US dollars but earn in gourdes. It's a recipe for the disaster we now live.”

The exchange rate relationship serves to magnify international food price spikes, amplifying Haiti's hun-

ger and malnutrition. Many Haitians are effectively starved by such a food policy as they strive to meet prices that are the profits of those who benefit both at home and abroad.

For those civil society organizations (CSOs) working with peasants and small farmers, the consequences of such policies have been obvious for years. What has changed since April 2008, when tens of thousands of Haitians took to the streets to secure the resignation of Prime Minister Jacques-Edouard Alexis, is that Haitian leaders and their international funders claim to have got the message too.

President René Préval boosted spending on agriculture to 6% (2009-10), then 9% (2010-11) of the national budget. The latter, although only half what even the World Bank now considers appropriate in the wake of it's own 2008 mea culpa over the neglect of support for agriculture in the developing world, was, inevitably, never realized. Government revenue, along with policy, collapsed in the wake of the earthquake.

Indeed, the earthquake spawned another huge de-capitalization of the agricultural sector. What the quake itself did not destroy, a massive reverse migration to the countryside, imported foreign food aid, and a post-earthquake tsunami of funding that again largely ignored agriculture, did.

Taking out the food chain

Ultimately it was the lunacy of Haitian agricultural policy and practice that forced those with the biggest bully-pulpits to take notice. Leading the way in 2010 was Bill Clinton, UN Special Envoy to Haiti and co-chair of the Interim Haiti Reconstruction Commission (IHRC).

Testifying to the U.S. Senate Foreign Relations Committee in March 2010, Clinton admitted that forcing Haiti to virtually eliminate food import tariffs had been a disaster. In doing so, he noted the blatant transfer of wealth from Haitian farmers to those in his home state, from which much of Haiti's rice imports originate.

“It may have been good for some of my farmers in Arkansas, but it ... was a mistake ...” he asserted. “I had to live with the consequences of the lost capacity to produce a rice crop in Haiti to feed those people because of what I did, nobody else.”

Three weeks later in New York, Clinton broadened his critique to the neo-liberal economics that underpinned the move. Such policies had “failed everywhere they have been tried,” he told reporters, going on to refute the “competitive advantage” doctrine, that Haitians should, in the globalized economy, buy cheap food from industrial-scale producers and sell their cheap labor to assembly plant factories to pay

for that same food.

“You just can't take the food chain out of production ... and go straight to the industrial era ... it undermines a lot of the culture, the fabric of life, the sense of self-determination,” he concluded. “We should have continued to ... help them be self-sufficient in agriculture. And that's a lot of what we're doing now.”

Except, taking “the food chain out of production” is exactly what Bill Clinton and others did, while “helping them be self-sufficient in agriculture” is not what he or his policy acolytes are advocating or advancing now.

There has been no move to raise tariffs, or indeed any statement from Clinton to support one. When the issue was raised with Tom Adams, the U.S. State Department's Special Coordinator for Haiti, he argued that higher tariffs would now mean Haitians going hungry. Such logic seems to amount to making a growing food dependency the sole definition of food security.

Settled comfortably in the driver's seat of the IHRC in 2010-11, Bill Clinton did nothing to direct even a fraction of the development aid that flowed into Haiti post-earthquake to agriculture. This, in spite of the fact that by May 2010 it was the one sector of the Haitian economy that had a comprehensive national investment plan awaiting funding, the principal product of the Préval government's efforts to boost agriculture post 2008.

Indeed, Bill Clinton did exactly the opposite, pushing through IHRC approval of a massive \$178m assembly plant factory complex in the Caracol Valley on some of the richest agricultural land in northern Haiti with seemingly haste. “We grew a lot of plantains, beans, corn, and manioc here,” said one distraught, dispossessed and uncompensated local farmer, Pierre Renel. “That's how our families survive and raise their children. It's like our Treasury.”

In the Caracol valley, three hundred farmers lost their land and livelihoods. Haiti lost yet more food production, whilst the leading financier of the project, the Inter-American Development Bank (IDB), lost all credibility when it was revealed it had not even bothered to do the environmental impact assessment required by its own funding protocols.

Agriculture = agribusiness

The Martelly government, knowing, quite literally, where its corn comes from, has followed its funders' lead, making little mention of basic food production or family farms. This, despite the President winning election with a party named *Repons Peyizan* (Peasants' Response), with a bull, perhaps the ultimate small-farmer aspiration, as its symbol.

The government's agricultural vision seems overwhelmingly export-oriented, focusing on coffee, cocoa, mangoes, and vetiver. It stresses cooperation with multinationals such as Coca-Cola in production of a new “Mango-Tango” soda or the need to supply Starbucks with specialist Haitian coffee. The emphasis is large, localized, distinct, foreign-investor-led projects, rather than a small farmer-oriented, departmental and national, agricultural support program.

While some of these new schemes may benefit family farmers and the internal market – both mangoes and coffee are grown on small plots as well as larger commercial holdings – small farmers are, at best, marginal to the plans. The clear emphasis is getting Haiti's agricultural exports up, rather than Haitian hunger down.

continued on p(16)



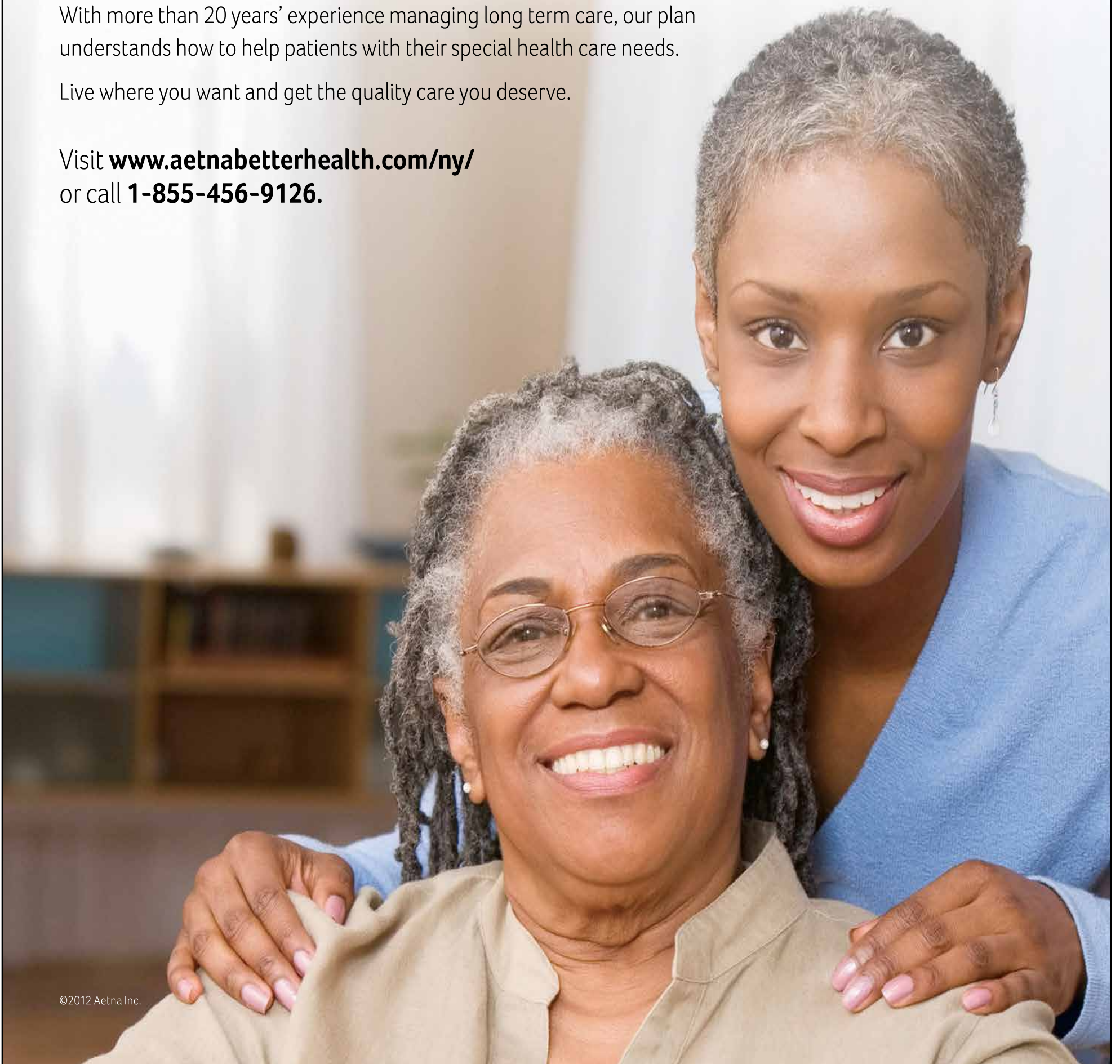
Keeping you healthy.
Keeping you home.

AETNA BETTER HEALTH®

With more than 20 years' experience managing long term care, our plan understands how to help patients with their special health care needs.

Live where you want and get the quality care you deserve.

Visit www.aetnabetterhealth.com/ny/
or call **1-855-456-9126**.



©2012 Aetna Inc.

QU'Y-A-T-IL SOUS LES BRUITS DE BOTTES QUI COMMENCENT À SE FAIRE ENTENDRE AU MALI ?

Par Mireille Fanon-Mendès France *

L'écoute attentive du discours des deux candidats à la présidence des Etats-Unis confirme l'orientation stratégique de déclencher une nouvelle guerre, aux conséquences totalement imprévisibles, contre l'Iran. Dans ce but, l'establishment américain et ses médias n'hésitent pas à instiller l'idée que ce pays est sur le point de finaliser la bombe nucléaire et dès lors serait un danger pour l'ensemble du monde mais particulièrement pour l'Etat d'Israël, dernier rempart moyen-oriental d'un Occident dont l'influence se contracte irrésistiblement et dont le modèle libéral est entré dans une crise terminale.

Les Etats-Unis, qui se posent en gardien de la paix et de la sécurité internationales, ainsi qu'on a pu le voir en Irak où leur intervention a été imposée à la communauté internationale par le mensonge, en Afghanistan où celle-ci a été justifiée au nom de la démocratie et contre la situation faite aux femmes, ont bien l'intention d'attaquer l'Iran dès que leur calendrier sera en cohérence avec celui de l'Etat d'Israël. Mais entretemps Washington ne perd pas de vue son objectif principal : contrer la progression globale de la Chine dans la grande guerre pour les ressources de la planète. Et dans ce conflit encore feutré mais qui pourrait se transformer



Le Mali devient otage d'une volonté des Etats impérialistes et de leurs soutiens de porter partout la guerre sans fin

en guerre chaude, l'Afrique est le continent de tous les enjeux. Le rapport « Horizons stratégiques [1] » publié par le Ministère français de la Défense, avril 2012, anticipe cette éventualité et s'inquiète du face-à-face Chine-Etats-Unis « enfin, sans conduire à une logique bipolaire, le format de la relation sino-américaine devient, qu'on le souhaite ou non, l'enjeu de la gouvernance de demain ».

C'est bien sous cet angle que doit être évaluée la situation du Mali et les menaces d'intervention américano-françaises. Il s'agit de profiter de la déliquescence d'Etats sous domination continue depuis les indépendances pour réintroduire directement une présence



Le Président français François Hollande

militaire camouflée derrière des armées locales dont nul n'ignore l'insigne faiblesse. Le Mali devient, dans ce jeu géostratégique, otage d'une volonté des Etats impérialistes et de leurs soutiens de porter partout la guerre sans fin de



Le Mali ne possède pas d'armes de destruction massive mais sur son territoire se retrouvent tous les ingrédients pour que les Occidentaux s'autorisent à intervenir au nom de ce qu'ils considèrent comme leur mission

façon à interdire la progression d'une puissance adverse et, dans le même mouvement, d'éradiquer toute volonté des peuples à résister à l'ordre ultralibéral mondialisé construit sur la financiarisation et la militarisation. Les Etats-Unis démontrent leur sens de l'opportunisme en répondant à l'appel à l'aide de son allié français désormais incapable, à lui seul, de gérer son pré carré africain. La présence américaine dans le Sahel permet de contrôler directement l'accès à des ressources essentielles, l'uranium notamment, et de conférer une profondeur stratégique à leur action sur le continent et au Moy-

en-Orient.

I/ Les Etats-Unis et Africom

La première étape pour les Etats-Unis qui avaient compris que l'ancienne puissance coloniale de l'Afrique francophone, la France, n'avait plus les moyens de jouer le rôle de soutien et de protecteur effectif des transnationales implantées pour capter les ressources naturelles indispensables à leur domination économique, était d'implanter

Suite à la page (12)

The City University of New York, CUNY Citizenship Now!, The Legal Aid Society MOIA, Empowerment Centre for Caribbean Immigrants, Inc. Council Member Mathieu Eugene, Council Member Jumaane D. Williams Assemblywoman Rhoda Jacobs, Assemblyman Karim Camara

invite you to a

FREE Haitian TPS Application Assistance Event

Saturday, November 10, 2012
Doors open from 10 a.m. to 3 p.m.

(Only the first 400 attendees will be admitted)

PYE BEACON, P.S. 181, 1023 New York Ave. Brooklyn, NY 11203

between Tilden and Snyder Avenues (Use E. 34th Street Entrance)

cuny.edu/citizenshipnow

Experienced lawyers and immigration professionals will assist you with your application.

If you have been granted TPS, we will help you apply to re-register. Bring a copy of your approval notice and your work authorization card.

DIRECTIONS VIA SUBWAY: 2 & 5 to Church Ave. Walk to New York Ave., turn right and walk one block to Snyder Ave.
VIA BUS: B44 to New York & Snyder. B35 to Church & New York.



Qu'y-a-t-il sous les bruits de bottes qui commencent à se faire ...



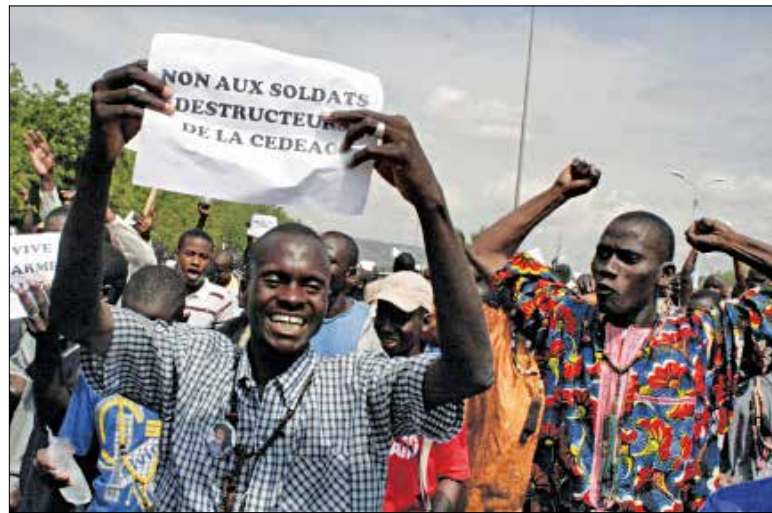
Les Etats-Unis démontrent leur sens de l'opportunité en répondant à l'appel à l'aide de son allié français désormais incapable, à lui seul, de gérer son pré carré africain



Au centre le lieutenant-colonel David Schilling, chef de la délégation U.S. Africa Endeavor 11. Africom a commencé son installation au Mali par des programmes de formation à l'intention de quelque 6 000 soldats de l'armée malienne



Les Maliens, dans leur ensemble, désirent vivre en assumant leur droit à l'autodétermination, leur droit à disposer pleinement de leurs ressources naturelles et leur droit à choisir librement leur représentation politique sans qu'un pays, ancien ou futur colonisateur, vienne leur dire ce qui est bon pour eux



Les maliens disent Non aux soldats destructeurs de la CEDEAO

Suite de la page (11)

des bases Africom [2]. Il y a 6 ans, les Etats-Unis, par le biais d'Africom, ont décidé d'un cadre militaire spécifique au continent afin de faciliter sa mise sous tutelle. Les Etats-Unis ont émis leur présence militaire, notamment par des bases plus ou moins secrètes sur l'ensemble du continent. C'est ainsi qu'Africom a commencé son installation au Mali par des programmes de formation à l'intention de quelque 6 000 soldats de l'armée malienne, dans l'incapacité de contrôler le territoire parce qu'insuffisamment formés et armés.

Sous couvert d'une opération « Creek Sand », des militaires et des entrepreneurs américains sont arrivés au Mali pour des missions de renseignement. Par ailleurs, dès 2009, le Pentagone avait envisagé l'intégration dans l'armée malienne de commandos américains [3] mais aussi le survol du territoire par des avions de surveillance ressemblant à des avions de transport civil, mais cela a été abandonné. Enfin au moins partiellement [4], puisqu'en avril dernier, six personnes, dont trois soldats américains accompagnés de trois ressortissants marocains, ont trouvé la mort à Bamako lorsque leur 4x4 a plongé dans le fleuve Niger. Que faisaient-ils là ? Officiellement, les Etats-Unis avaient annoncé avoir suspendu toutes relations militaires avec le gouvernement malien, à la suite du coup d'Etat du mois de mars.

Cet accident semble fortement confirmer le contraire : au nord Mali, des unités d'élite, investies secrètement dans des actions de contre-terrorisme visant officieusement Aqmi, étaient bien présentes et le sont probablement encore.

II/ Une intervention militaire au Mali

La seconde étape consiste à préparer l'opinion publique internationale à une intervention au nord Mali au nom de la démocratie et de l'ordre constitutionnel, du patrimoine culturel mondial mis en péril par des terroristes islamistes et de la souffrance des populations, qui, rappelons-le, paient le prix fort de tout conflit interne ou importé par ceux qui veulent imposer leur loi. Ces raisons méritent questionnement.

Sont à la fois mis en avant la sit-

uation humanitaire des populations du nord et du sud mais ne peut être omis que de nombreux partenaires, dont l'Union européenne, les Etats-Unis, la Belgique, le Canada, la France [5] et des institutions financières ont décidé, au lendemain du coup d'Etat, de suspendre leurs aides au Mali précipitant l'ensemble de la société malienne dans une pauvreté encore plus grande ; cet « embargo » financier a été renforcé par un « embargo » politique. L'Organisation internationale de la Francophonie [6] a suspendu le Mali dès le 30 mars ; l'Union Africaine [7] dès le 23 mars et la CEDEAO dès le 27 mars. Il aura fallu la quasi-certitude d'une intervention militaire pour que certaines instances reviennent sur leur décision de bannir le Mali de leur communauté internationale.

Le Président Hollande, quant à lui, revendique son droit à délivrer les otages -cela semble compter bien peu- mais surtout à protéger les intérêts français. Pour mieux faire accepter une intervention militaire, il cache des intentions néocoloniales partagées derrière le besoin d'une intervention pour « éradiquer le terrorisme dans l'intérêt de ce pays, de l'Afrique et de la stabilité du monde [8] ». Certes, l'Islam radical - désigné globalement et sous nuances par le terme « terrorisme » pour conditionner l'opinion - dispose de bases dans le Sahel, sur les routes du pétrole, du gaz et de l'uranium, mais ne soyons pas naïfs, son émergence et sa consolidation ont bien été favorisées - notamment par les Saoudiens et les Qataris - pour servir les intérêts des Occidentaux et particulièrement ceux des Américains. Cette consolidation des positions des fondamentalistes correspond au vide institutionnel que l'Etat malien déliquescence a laissé s'installer dans la région. Les Jihadistes font la loi et assurent une sorte de service public (par la distribution d'eau, de vivres et de médicaments) là où des potentats disposaient de manière régaliennne du réel pouvoir d'Etat. La lutte contre le terrorisme est l'argument rhétorique pour justifier la mise sous tutelle du Mali et faire main basse sur les ressources naturelles de cette région du monde dont les multinationales veulent s'arroger le monopole. On ne peut, bien sûr, ignorer que nombre de citoyennes et de citoy-

ens maliens souhaitent, eux aussi, la fin de l'Islam radical et des exactions qui l'accompagnent sur leur territoire.

Les Maliens, dans leur ensemble, désirent vivre en assumant leur droit à l'autodétermination, leur droit à disposer pleinement de leurs ressources naturelles et leur droit à choisir librement leur représentation politique sans qu'un pays, ancien ou futur colonisateur, vienne leur dire ce qui est bon pour eux, au nom de la « responsabilité de protéger » et/ou de la démocratie mais surtout au nom de la lutte contre le terrorisme.

Le Président français n'hésite pas, pour se doter d'une « légitimité » moins discutable et pour convaincre les derniers récalcitrants, à affirmer qu'il s'agit de « casser un processus fondé sur le trafic de drogue, d'armes, d'être humains qui risque de déstabiliser l'ensemble de la région [9] (...) ». Mais qui contrôle et à qui profite exactement le trafic de drogue, d'armes et d'être humains ?

Le Mali ne possède pas d'armes de destruction massive mais sur son territoire se retrouvent tous les ingrédients pour que les Occidentaux s'autorisent à intervenir au nom de ce qu'ils considèrent comme leur mission depuis l'époque où ils ont foulé, pour la première fois, d'autres terres que les leurs. Leur mission imprescriptible et immuable est de « sauver leur monde » ; la lutte de la Civilisation (ou de l'Axe du Bien) contre le terrorisme est une des nouvelles dénominations du crédo impérialiste. Et comme le veut l'usage, le moyen d'imposer les lumières et la Civilisation, par essence, est la guerre...

Le rapport « Horizons stratégiques [10] » permet de constater que, d'une part, même si le Président de la France change, les relations coupables de la Françafrique perdurent, le néocolonialisme vit encore de beaux jours. Une fois élu, rien ne change alors que le candidat Hollande avait claironné, durant sa campagne, qu'il allait tout changer. D'autre part, ce rapport pointe un possible affaiblissement de la sphère occidentale ce qui renforcerait encore plus le besoin en sécurité globale « dont les Etats-Unis continueraient d'assurer la maîtrise d'ouvrage (...) » avec « la possible émergence d'un référentiel

unique en matière de contrat opérationnel et, surtout, un processus décisionnel maîtrisé de plus en plus étroitement par les Etats-Unis ». En toute objectivité, les rédacteurs du rapport, envisagent qu'« indirectement donc, l'autonomie de nos décisions relatives à notre environnement international de sécurité pourrait être régulièrement mise à l'épreuve d'ici 2040 », particulièrement si « un retrait de la présence militaire américaine en Europe » n'était « pas suivi d'une stratégie concertée entre Européens sur les modalités de la sécurité du continent » ce qui « aurait des effets néfastes pour la stabilité de la région ».

III/ Construction d'une alliance militaire

Se pose, à l'heure actuelle, la question des alliances pour mener cette guerre dont les premières victimes seront les Maliens eux-mêmes, mais aussi les Mauritaniens, les Nigériens, les Burkinabais, les Algériens avec des conséquences évidentes pour les Guinéens, les Ivoiriens et les Sénégalais. Autant dire que toute l'Afrique sahélo-saharienne et de l'ouest pourrait s'embraser et s'enfoncer dans une guerre sans fin à l'instar de celles menées en Irak et en Afghanistan.

La CEDEAO, malgré les orientations bellicistes qui lui sont dictées par ses mentors parisiens, n'a ni les moyens humains ni matériels pour mener une intervention lourde et complexe. Sous forte influence, pour ne pas dire sous la conduite directe, de l'ex-métropole, elle a donc recherché un soutien extérieur, obtenu à l'issue du vote à l'unanimité de la Résolution 2071 adoptée par le Conseil de sécurité, considérant notamment que « la situation au Mali constitue une menace contre la paix et la sécurité internationales » et qui « se déclare prêt à donner suite à la demande des autorités de transition maliennes qu'une force militaire internationale prête son concours aux forces armées maliennes en vue de la reconquête des régions occupées du nord du Mali ». Reste à savoir qui participera à cette force internationale qui à terme devrait, selon les termes du Secrétaire général des Nations Unies, « élaborer une stratégie globale portant sur les

problèmes transfrontaliers du Sahel : les armes, les réfugiés et le terrorisme » ?

Afin de délimiter les contours de cette force, le gouvernement transitoire du Mali a, maintenant un peu moins de 45 jours pour définir, en liaison avec ses partenaires de la CEDEAO et de l'Union africaine, un « concept d'opération » - conditions concrètes de l'aide extérieure, modalités du déploiement sur le terrain, forces venant de différents pays. Ce n'est qu'à l'issue de ces 45 jours, qu'une autre résolution autorisera le déploiement de la force.

La réunion, tenue dans le cadre du Conseil européen -18 et 19 octobre à Bruxelles-, semble avoir précisé le cadre de cette force qui devrait prendre modèle sur l'Amisom- mission de l'Union africaine en Somalie- qui, soutenue par l'European Union Training Mission Somalia -EUTM Somalia- aurait contribué à arrêter les jihadistes Chebabs en Somalie. Il s'agit là d'une interprétation optimiste, même si les Chebabs somaliens sont en recul, la guerre dure en Somalie et la paix n'est pas à l'ordre du jour, le pays est toujours en état de guerre civile.

Il est, dès lors, pour le moins curieux de se revendiquer d'un modèle qui n'a pas fait ses preuves et dont la fin de la « formation » ne prendra effet qu'en décembre 2012, date à laquelle près de 3 000 soldats somaliens auront été formés par quelque 675 instructeurs européens.

La mission de formation au Mali - Micema - 3 000 hommes environ - devrait contribuer à la réorganisation et à l'entraînement des forces de défense maliennes et se trouver sous mandat de l'Union africaine et de l'ONU. La France, la Grande-Bretagne et l'Espagne ont accepté d'y participer, l'Italie, la Belgique aussi, l'Allemagne vient de se décider ; seuls la Pologne et les pays nordiques font encore attendre leur décision.

Mais il est bien évident que la force de la CEDEAO avec ou sans l'appui logistique de l'OTAN ne suffira pas. Dans l'appel des acteurs, sur ce champ martial un des protagonistes essentiels semble renâcler.

IV/ Une inconnue de taille

Il reste en effet une inconnue de taille et dont dépendent l'entrée et l'issue de cette guerre : l'Algérie va-t-elle accepter de participer à cette force ? Jusqu'à présent, elle a refusé toute intervention militaire hors de ses frontières. De plus les Algériens qui connaissent bien la région et les autres acteurs estiment que 3 000 hommes, dans un théâtre d'opérations de plus de 8 000 kilomètres carrés et face à une guérilla déterminée et soutenue par les populations Touaregs, sont loin de constituer une force suffisante. Il est indispensable pour les Algériens d'identifier précisément les groupes de guérilla et d'établir une distinction nette entre subversion jihadiste, incarnée par le Mujao et Aqmi, et le groupe militaro-politique, Ançar Eddine et Mnla, qui ont un réel ancrage dans les populations locales. Dans une optique de guerre différenciée, l'adversaire mènera une guerre d'usure qu'il gagnera à coup sûr contre une formation militaire telle que la pense la CEDEAO, qui ne connaît pas, non plus, le terrain saharien. Les groupes armés s'appuieront sur la population locale, des Touaregs, pour qui une armée africaine équivaut à une force d'occupation étrangère. A l'heure actuelle, l'Algérie, après avoir pondéré son avis, accepterait [11], selon le très influent service de renseignement algérien, le Département de renseignement et de la sécurité (DRS), d'offrir un appui logistique à la future force africaine d'intervention dans le nord du Mali.

L'Etat algérien entretient de bons rapports avec les Etats-Unis mais sait aussi qu'il suscite la convoitise à cause de ses propres ressources et de sa position géographique qui ouvre les portes vers le Sahel avec ses richesses énergétiques et son potentiel souterrain.

L'Algérie se montre hésitante, mais il n'échappe à personne que dans la région, c'est le seul Etat, disposant d'une armée puissante et équipée, capable d'envisager une confrontation de longue haleine avec les rebelles.

Suite à la page (15)

Le féroce aigle à tête fourchue !

Par Guillermo Almeyra

Les capitalistes des États-Unis, qui se sentent « élus », par un Dieu, qu'ils ont créé à leur image et ressemblance, considèrent qu'ils doivent dévorer le reste de monde. C'est un establishment unique, un oiseau rapace à deux têtes. Leurs divergences internes se bornent à savoir si la planète doit être mangée mi-cru ou lentement bouillie et avec l'assaisonnement collant de la rhétorique démocratique. Nous, les participants au festin mais en qualité d'aliments potentiels, n'avons pas beaucoup de motifs d'opter pour une des deux méthodes ni pour leurs cuisiniers cannibales ...

Par exemple, le Prix Nobel de la Paix, Barack Obama – qui partage ce Prix avec d'autres bijoux, comme Theodore Roosevelt (celui de la guerre de Cuba et des Philippines), Chamberlain (celui de Munich), Kissinger (celui du coup d'Etat à Pinochet parmi tant de méfaits), Begin, Rabin et Shimon Peres (assassins de palestiniens), et l'Union Européenne, (participante à la destruction de la Yougoslavie et aux massacres en Libye) – continue de bombarder quotidiennement des cibles civiles au Pakistan et en Afghanistan sans que ne bouge même un cheveu. Pour sa part le gouverneur Mitt Romney, petits-fils d'un mormon émigré au Mexique avec toutes ses femmes à cause de la persécution religieuse, propose sans gêne une politique de rejet plus active des immigrants, un fondamentalisme religieux de croisé et une politique internationale encore plus agressive.

Les deux ailes du capitalisme étasunien coïncident totalement sur la partie stratégique bien qu'elles aient des différences tactiques. Celle du Parti Démocrate, qui défend le grand capital financier mais essaie, en même temps, de maintenir grâce à quelques allocations le marché interne, s'affronte à l'autre, celle du Parti Républicain qui nie jusqu'à l'évolution des espèces bien qu'elle soit darwiniste sur le social, mais les deux défendent à mort le système capitaliste et l'impérialisme étasunien, son fer de lance.

C'est pourquoi dans le débat (pour le nommer ainsi) entre les candidats des deux partis, les deux ont seulement parlé « de la classe moyenne » (euphémisme se référant à un système qu'ils supposent être seulement composé de chats gris où de chats obscurs d'égout – les travailleurs – ne s'opposeraient même pas en rêves



Les deux ailes du capitalisme étasunien coïncident totalement sur la partie stratégique bien qu'elles aient des différences tactiques

aux chats blancs et fins d'angora – les grands capitalistes). C'est pourquoi ils n'ont pas parlé, non plus, de comment en finir avec le chômage, ils n'ont pas dit ce qui pourrait être fait pour les prisons remplies presque exclusivement de noirs et, dans une proportion moindre, de Latinos, ils n'ont dit mot sur les contenus réactionnaires de l'éducation, ni sur l'alimentation, dans un pays d'obèses et de diabétiques à cause d'une mauvaise nutrition et d'un niveau de culture limité, ni sur la vente libre d'armes de guerre et le commerce de la drogue le plus vaste du monde, historiquement financé par la CIA, comme en Asie, en Sicile, lors de la guerre au Nicaragua.

Aucun d'eux n'a non plus mentionné les centaines de milliers de morts provoqués par les guerres impérialistes, comme celles de l'Irak, de la Yougoslavie, de l'Afghanistan. Aucun des deux ne s'est référé à la crise mondiale provoquée par le système capitaliste, mais que paient des centaines de millions de travailleurs, ni aux banques et aux grandes entreprises qui se sont fait soutenir avec l'argent des contribuables, ni ils n'ont offert de plan pour alléger le chômage et la pauvreté qui affectent gravement des millions de citoyens aux États-Unis.

A l'échelle mondiale n'ont pas manqué les âmes candides qui, quand Obama fut choisi, ont cru qu'il diminuerait le racisme et que les États-Unis seraient plus démocratiques au niveau interne et qu'ils se retireraient de leurs aventures externes, où ils ont été battus. Ils ont oublié que le Gouvernement des États-Unis, ainsi que les deux partis qui se relaient à la Maison Blanche et pour contrôler le Parlement, sont dirigés par de grands groupes capitalistes ayant des intérêts à l'échelle mondiale

et qui partagent la même vision et mission impérialiste.

En effet, le prix Nobel de la Paix Theodore Roosevelt a envahi le Maroc ou Cuba quand il en a eu l'envie, tandis que son descendant, le « Démocrate », Franklin Delanoë Roosevelt, a permis que les japonais coulent la flotte du Pacifique à Pearl Harbour pour obliger les citoyens à participer à une guerre mondiale dont il espérait tirer un profit impérialiste et avec laquelle il espérait transformer son pays en première puissance économique mondiale grâce à une « pax americana » obtenue avec des morts européens et asiatiques et aussi le « Démocrate », Harry Truman, a balayé sans hésiter par des bombes nucléaires toute la population d'Hiroshima et Nagasaki et a établi ainsi les bases de l'« Ordre » de l'après-guerre que nous connaissons et dont nous souffrons.

Nous, les victimes de l'aigle à deux têtes avons, par conséquent, intérêt à éviter les illusions stupides de certains sur Obama ou l'espoir de ce qu'aux élections des États-Unis triomphe un supposé moindre mal parce que, si le président est réélu, la situation économique-sociale et les efforts pour soutenir le régime capitaliste en crise pourraient le mener à recourir aux méthodes extrêmes que son adversaire propose et, vice-versa, si celui-ci gagnait, il devrait prendre en compte ce qu'il se passera dans la société des États-Unis et, par conséquent, partiellement modifier sa politique.

Les élections en Yanquiland sont en réalité encore une preuve que la concentration de la richesse a éliminé les bases même de la démocratie formelle dans le monde et surtout dans un pays où depuis plus d'un siècle, il n'y a pas de gauche anticapitaliste importante. Par conséquent, il est fondamental d'essayer d'aider par tous les moyens les travailleurs et les opprimés des États-Unis pour qu'ils en finissent avec leurs illusions sur le capitalisme et assument une position politique indépendante en donnant une forme politique au rejet des indignés et de toutes les victimes du système. Notre lutte contre les magnats de Wall Street, n'est pas seulement fondamentale, pour notre libération, mais elle est aussi indispensable, pour cette tâche, qui pourrait changer le rapport de forces sociales, dans le monde.

Traduit de l'espagnol par : Estelle et Carlos Debiasi
El Correo 23 octobre 2012

« L'émergence juvénile en Amérique »

Par Sofia Sánchez

« Sans jeunes rebelles, il n'y a ni changements ni révolutions »

Dans le cadre du troisième anniversaire de *Desinformémonos*, l'écrivain uruguayen Raúl Zibechi et plusieurs représentants du mouvement étudiant du Brésil, Canada, Mexique et du Chili, ont souligné l'importance de ces mouvements de jeunesse qui ont émergé ces dernières années en Amérique. « Le passé est une référence, pas une prison, c'est pourquoi les changements générationnels qui surviennent régulièrement, sont une nouvelle vie et sans eux il n'y aurait pas de continuité dans les résistances et dans les luttes. Si nous nous laissons rattraper par le passé, la créativité et la vie arrêtent d'avoir du sens, puisque répéter ce qui est déjà connu, c'est la mort », a soutenu le journaliste uruguayen Raúl Zibechi pendant la rencontre autour du thème « L'émergence de la jeunesse en Amérique ».

L'écrivain a salué l'irrespect des chemins tracés par les générations précédentes et les espaces qu'ouvrent les jeunes du Chili, du Mexique, de l'Argentine, de la Colombie et du reste de l'Amérique entière. « Aujourd'hui, en plus d'une irruption importante de la jeunesse, il y a une irruption de la jeunesse d'en bas. Il s'agit d'une nouvelle génération qui ne se laisse pas rattraper par des structures bureaucratiques, mais qui cherche à ouvrir ses propres espaces. C'est une génération qui n'a pas besoin de leaders individuels et dans laquelle il y a chaque fois une plus grande participation des femmes et de jeunes des périphéries urbaines et des classes défavorisées », a remarqué Zibechi.

Réunis dans la salle José Gaos, de l'Institut de Recherches Philosophiques de l'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM), Raúl Zibechi, Fabio Alkim et Brisa Araujo, de l'Université de Sao Paulo, Alexander Beaudoin, de l'Université de Montréal, Natalia Elgueta, de l'Université Catholique du Chili, Javier Bautista, de l'Université Latinoaméricaine et membre du mouvement « #YoSoy132 » et Camilo Ceja, de Vasco de Quiroga Rural Normal dans Tlaxiaco, Michoacán, ont discuté de la situation de la lutte pour l'éducation dans chacun de leurs pays et des mouvements émanant de la jeunesse qui ont surgi ces dernières années autour du monde. « Être jeune et ne pas être révolutionnaire est une contradiction presque biologique », a rappelé -en face d'une salle bourrée à craquer - Adazahira Chávez, de *Desinformémonos*, après la présentation d'une vidéo sur la couverture des mouvements étudiants l'an dernier, réalisée par l'équipe de la revue électronique.

Fabio Alkim, du Brésil, a remarqué l'importance de ne pas idéaliser la croissance économique de son pays, puisque cette idée est basée sur « des données qui cachent les grandes inégalités internes » qui incluent la modernisation, la privatisation et la commercialisation des universités fédérales et leurs divers champs, par exemple, le financement de la recherche dans des mains privées. Et alors, Alkim s'est demandé : « Qui va financer les recherches qui tendent à générer une connaissance critique pour la société ? »

Pendant son intervention, Brisa Araujo, de l'Université de Sao Paulo, a parlé de la grève des étudiants au premier semestre 2012, qui a duré 113 jours et à laquelle ont participé 95 % des universités fédérales et lycées. Cette grève, a-t-elle expliqué, fut « la plus longue de l'histoire des étudiants brésiliens ».

Araujo a dit que le gouvernement cherche à se défendre, en remarquant le fait que 14 universités fédérales ont été créées, « mais : quelles universités ? De nouveaux campus ont été ouverts, oui, mais avec des structures précaires, sans

bibliothèques, sans salles à manger universitaires, avec des contrats précaires pour des professeurs, sous le modèle remplaçant, sans aucune classe de garantie, sans plans de carrière et avec une imminente surpopulation, puisque dans le « Plan de Restructuration et d'Expansion », signale-t-on que les postes vacants seront doublés dans les universités ».

Le québécois Alexander Beaudoin a lu une chronique du dit « Printemps Maple », expliquant son origine et soulignant l'appui que la société de Montréal a offert aux jeunes qui manifestaient contre une augmentation de 75 % du coût d'inscription que le Premier ministre, Jean Charest, avait annoncée dès 2010. Grâce aux marches (dans lesquelles il y avait plus de 300 000 manifestants dans les rues, dans une ville habitée par 2 millions), aux cacerolazos et autres manifestations de solidarité, les habitants du Québec ont soutenu un mouvement de « désobéissance civile pacifique », a expliqué l'étudiant canadien.

Beaudoin a mis en avant l'importance de YouTube, Twitter, Facebook et d'autres réseaux sociaux, qui sont devenus le siège « d'une bataille virtuelle » dans laquelle les manifestations étaient filmées, ainsi que la violence et la brutalité exercées contre des étudiants et les journalistes. L'instauration de la Loi 12, qui ne permettait pas la réunion de groupes de plus de 50 personnes, a suscité l'indignation de toute la population. L'échec final pour le gouvernement s'est vu dans les élections de 2012 où le gouvernement Charest a perdu, et le projet d'augmentation de l'inscription a été abrogé, ainsi que la Loi 12.

L'étudiante chilienne Natalia Elgueta a ébauché un portrait de la situation de l'éducation au Chili, depuis le niveau basique jusqu'au supérieur. Elle a fait référence à la grande contradiction qui existe entre la présentation qui est faite au monde de son pays « comme une possible puissance émergente, semblable au cas du Brésil », et la réalité de sa population, spécialement des étudiants. « Toutes les universités au Chili sont payantes, et il reste beaucoup pour faire encore devant un système éducatif hérité de la dictature de Pinochet, mais nous les jeunes nous osons enfin rêver », a-t-elle dit.

La jeunesse mexicaine fut représentée par Javier Bautista, professeur de l'Université Latinoaméricaine et membre du mouvement « #YoSoy132 », et par Camilo Ceja, de la Rurale Normale de Tlaxiaco, du Michoacán. Le premier a insisté sur le fait qu'« il n'y a pas de certitude sur ce qui peut arriver avec ce mouvement, mais il faut souligner qu'il a signifié l'émergence d'une nouvelle conscience et tendance à construire de nouveaux réseaux ». Pour sa part, Camilo Ceja a lu une lettre de la Fédération d'Étudiants Paysans Socialistes Unis du Mexique (FECSUM) et de l'Organización de Normales Oficiales del Estado de Michoacán (ONOEM) qui accusait l'État d'« imposer la privatisation de l'éducation » et a exigé, entre autres choses, l'annulation de la réforme du travail et la liberté pour les détenus politiques et de conscience.

Fut aussi lue une lettre du peuple guarani-kaiowá, à travers laquelle ceux-ci annoncent l'extermination de leur communauté, et demandent à être enterrés sur les mêmes terres que leurs aïeux, et fut annoncée une manifestation qui se tiendra devant l'Ambassade du Brésil au Mexique, pour protester contre les actions gouvernementales qui, sous prétexte de modernité et développement économique, piétinent les droits de l'homme de milliers de groupes indigènes.

DesInformémonos Mexique, le 29 octobre 2012
Traduit de l'espagnol par : Estelle et Carlos Debiasi
El Correo 30 octobre 2012

Immaculé Bakery & Restaurant
2 Locations en Brooklyn

Spécialités

- Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
- Jus citron • Bonbon amidon
- Bouchées • Cornets
- Pain patate (sur commande)
- Bouillon (chaque samedi)
- Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue
(entre Hawthorne & Winthrop)
Tél: 718.778.7188

1411 Nostrand Avenue
(entre Linden & Martense)
Tél: 718.941.2644

GET YOUR TAX REFUND FAST

- Income Tax
- Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate
- Financial Consulting
- Notary Public
- Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving). Copying.
- Electronic Filing

Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269
1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
(between Clarendon Rd & Avenue D)

CHERY'S BROKERAGE

Qu'est-ce que la révolution*?

Par Fidel Castro

La révolution c'est...
Le sens du moment historique;
Changer tout ce qui doit être changé;
La liberté et l'égalité pleines et entières;
Être traité humainement et traiter autrui avec la même humanité;
Nous libérer par nous-mêmes et par nos propres efforts;
Défier les puissantes forces dominantes à l'intérieur et à l'extérieur du cadre social et national;
Défendre les valeurs dans lesquelles on croit au prix de tous les sacrifices;
La modestie, le désintéressement, l'altruisme, la solidarité et

l'héroïsme;
Lutter avec audace, intelligence et réalisme;
Ne jamais mentir et ne jamais violer aucun principe d'éthique;
La conviction profonde qu'il n'existe aucune force dans le monde capable d'étouffer la force de la vérité et les idées.
La Révolution, c'est l'unité, c'est l'indépendance, c'est lutter avec nos rêves de justices pour Cuba et pour le monde, ce qui est la base de notre patriotisme, de notre socialisme et de notre internationalisme.

Solidarité-internationale
14 août 2009



*Discours mémorable du 1er mai 2000, du combattant inépuisable qu'est l'ancien chef de l'Etat cubain, Fidel Castro, dans lequel il donnait sa définition succincte du mot, du concept, de l'idéal pour lequel il s'est battu toute sa vie: la Révolution

Lettre de novembre à Obama

Libérez les Cinq Cubains !



Combattants héroïques contre la terreur de l'impérialisme américain

Par Jacqueline ROUSSIE

Monsieur le Président,

Quarante quatre sénateurs démocrates et républicains ont écrit le 25 septembre dernier au Président Raúl Castro pour lui demander la libération de leur concitoyen Alan Gross. Cet homme purge une peine de quinze ans de prison à La Havane pour « actes contre l'intégrité et l'indépendance de la nation ». Dans leur lettre, les sénateurs notent que l'emprisonnement d'Alan Gross « représente l'obstacle majeur pour de meilleures relations bi-

latérales ».

Les autorités Cubaines quant à elles, ont toujours souhaité de meilleures relations avec les Etats-Unis. Elles ont déclaré à plusieurs reprises qu'elles étaient prêtes à libérer Alan Gross à condition que vous fassiez de votre côté le geste de libérer les cinq Cubains Antonio Guerrero, Fernando González, Gerardo Hernández, Ramón Labañino et René González. Ces cinq patriotes sont privés de liberté depuis plus de quatorze ans.

La solution paraît simple, trop simple probablement... En fait, les quarante quatre sénateurs se sont trompés de destinataire. C'est à vous,

Monsieur le président, qu'ils auraient dû envoyer leur lettre, car vous êtes le responsable de ce blocage.

Votre gouvernement a largement augmenté les fonds de l'agence USAID destinés au « changement de régime » de Cuba, comme le précise un document daté du 28 juin 2012 qui encourage à poursuivre le travail d'Alan Gross, tout en excluant une quelconque responsabilité sur ce qui pourrait arriver au personnel en mission à Cuba.

Alan Gross en effet travaillait pour le compte de l'USAID quand il a été arrêté à la Havane en 2009, en possession de tout un arsenal de

Suite à la page (16)

Déclaration de 12 partis communistes et ouvriers d'ex-URSS sur le 95ème anniversaire de la Révolution d'Octobre



La grande Révolution socialiste d'Octobre dirigée par Lénine reste pour tous les communistes du monde entier une leçon inoubliable

95 années se sont écoulées depuis la grande Révolution socialiste d'Octobre. Elle a été et reste le plus grand événement de l'histoire mondiale récente. La portée mondiale de la Révolution d'Octobre réside dans le fait qu'elle a marqué une nouvelle ère, celle du socialisme qui a garanti des acquis tangibles et incontestables aux travailleurs qui prirent le pouvoir sous la forme des Soviets ouvriers et paysans. A la dictature du capital s'est substitué un véritable pouvoir populaire fondé sur la propriété sociale des principaux moyens de production.

Octobre a révolutionné le mouvement ouvrier international. C'est sous l'influence directe de son exemple que la plupart des Partis communistes ont été créés. Les acquis gagnés par le peuple So-

viétique ont forcé le monde capitaliste à réaliser des concessions sociales aux travailleurs hors d'URSS. Pendant de nombreuses décennies, la terre de la Révolution d'Octobre a fixé les normes les plus élevées au monde en terme de développement économique et d'acquis sociaux, dans la science et dans l'éducation.

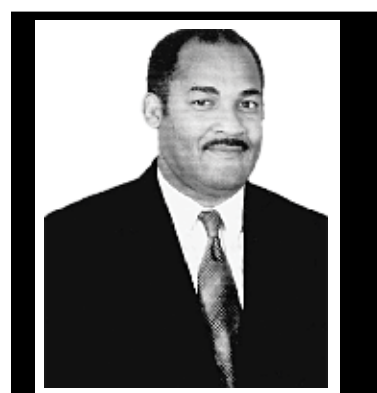
L'Union soviétique a été la principale force à contribuer à la victoire contre le Fascisme lors de la Seconde Guerre mondiale. L'héroïsme du peuple Soviétique a inspiré des centaines de milliers de combattants des mouvements de Résistance, des mouvements dont les communistes se trouvaient en première ligne. Le mouvement de libération nationale des peuples opprimés par l'impérialisme et l'effondrement du système colonial auraient été impossibles sans la Révolution d'Octobre.

En dépit du reflux temporaire du Socialisme, nous restons fidèles aux idéaux de justice sociale et d'internationalisme et sommes convaincus des victoires futures de ce « mode de production » fraternel. La grande Révolution socialiste d'Octobre reste pour tous les communistes du monde entier une leçon inoubliable, celle d'une lutte de classe menée par les travailleurs pour leurs intérêts fondamentaux. Elle a donné au prolétariat mondial un exemple immortel. Elle continuera à être notre référence pour l'avenir.

Partis signataires :

Parti communiste d'Arménie
Parti communiste d'Azerbaïdjan
Parti communiste d'Abkhazie
Parti communiste de Biélorussie
Parti communiste unifié de Géorgie
Parti communiste du Kazakhstan
Parti communiste du Kirghizistan
Parti des communistes de la République de Moldavie
Parti communiste d'Ossétie du Sud
Parti communiste de la Fédération russe
Parti communiste de Transnistrie
Parti communiste d'Ukraine

Solidarité-internationale
2 novembre 2012



Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la
Communauté Haïtienne
à New York

POTENTIAL VEGETAL
HERBS & VITAMINS

- Vitamins
- Herbs
- Supplements

ALL NATURAL

1358 Flatbush Avenue
(between Farragut & E. 26th St.)
Brooklyn, NY 11210

Toll Free: 855 421-6030
Local: 718 421-6030

www.PotentialVegetal.com

DR. DAVID DERISSE
Dentiste Haïtien

- Fillings & Cleaning
- Implants
- Bad Breath
- Bleeding Gums

We accept Medicaid & most major insurance plans
Nou pale kreyòl

651 West 180th St.
New York, NY 10033
718-421-1480
212-923-0505

www.derissesamedaydentist.com

Serving NY, NJ, PA & CT Metro Area

Joel H. Poliard
M.D., M.P.H.

Family and Community
Medicine
Public health and Pediatrics

5000 N.E. Second Ave,
Miami FL, 33137
tel. (305) 751-1105

même si elle sait que cela reste risqué. Dès lors, ceux qui s'auto-désignent comme « communauté internationale », essentiellement les Occidentaux du G5 (Etats-Unis, Japon, Grande-Bretagne, Allemagne et France), s'impatiente, au premier chef la France et le fait savoir.

V/La fabrication de l'ennemi de l'intérieur

Pour ne pas être exclue des richesses à prendre et qu'elle n'a pas su garder mais aussi pour montrer sa participation active à l'Axe du Bien tel que pensé par George W. Bush, la France, après avoir œuvré en vue du vote de la résolution 2071, mène, sur son propre territoire, une guerre multiforme contre les terroristes, les jihadistes, les islamistes fanatiques... Et qui parfois à la lumière des « unes » de certains hebdomadaires ressemble ni plus ni moins à une guerre contre l'Islam, prolongement et succédané de la guerre perdue d'Algérie. Une guerre policière mais aussi idéologique, psychologique très lourdement médiatique.

Dans ce combat oblique où l'ennemi n'est pas seulement le terroriste armé mais celui qui proclame sa différence, la République n'hésite pas à recourir à l'arsenal des stigmatisations néocoloniales et à la diabolisation de l'étranger inassimilable. La méthode est éprouvée mais la République ne veut pourtant, à aucun titre, en assumer les origines collaborationnistes et coloniales. La France des élites laisse, ou pousse, une partie de son opinion dériver vers une représentation eurocentrée qui désigne l'Autre, l'Etranger en tant que responsable de l'erreur politique des représentants politiques - y compris ceux au gouvernement -, du délitement de la pensée intellectuelle et d'une crise sociale, économique et finalement morale et culturelle. Il est aujourd'hui admis et considéré comme absolument normal de réécrire une « histoire » plus politiquement 'correcte' basée sur une conception raciste ou ethnoculturelle du monde ; ce crime réducteur et dangereux est de plus en plus présent dans le champ politique. C'est ainsi que l'on entend les intellectuels organiques du libéralisme au pouvoir distiller à longueur de colonnes et sur tous les plateaux de télévision les thématiques de l'arabophobie et de l'islamophobie [12]. Le racisme se fonde aujourd'hui dans un ensemble de mécanismes d'exclusion et d'infériorisation qui semblent fonctionner de manière autonome, sans que personne n'ait à s'assumer explicitement raciste mais où tous comprennent le langage le code de l'exclusion. Les superstructures idéologiques d'Etat nourrissent l'exclusion par des stigmatisations essentialistes. De « l'homme noir qui n'est pas entré dans l'histoire » à une laïcité de combat, l'essentialisme est bien l'habit neuf d'un vieux discours. Les hiérarchies ontologiques visent

à différencier irrémédiablement pour mieux exploiter.

Dans un climat de xénophobie ascendante et d'émiettement social, le racisme est vécu au quotidien, pèse fortement sur les constructions identitaires des individus et vient de manière, ô combien opportune pour le système, transcender les clivages de la misère et les logiques d'exclusion qui concerne des catégories croissantes de Français. En ce sens la figure sociale de l'Algérien, en France ou en Algérie, pour les Français n'a pas changé depuis la colonisation.

On peut affirmer que la raison de ce racisme tient au fait que ces représentations ont précédé les Français issus de la lutte pour l'indépendance de l'Algérie, au-delà même de la période coloniale. C'est ainsi que la reprise du thème du « racisme anti-blanc » par un parti de droite « républicain » est révélatrice de l'imprégnation d'un discours essentialiste directement hérité de la colonisation et de la guerre d'Algérie. On le sait, le soi-disant racisme anti-blanc [13] est la première ligne de défense du racisme réel, celui des colonisateurs et des exploités.

Comment émerger d'un passé traumatique et visiblement indépassable ? La question est d'autant plus complexe qu'elle renvoie irrésistiblement aux enjeux actuels du débat sur l'immigration et à l'enracinement dans la société de jeunes Français issus de minorités « visibles ». C'est sur ce terrain nauséabond que l'on voit des intellectuels -presque toujours d'origine algérienne désignés [14] à la vindicte au prétexte qu'ils feraient l'apologie du « racisme anti-blanc ». Apparaît dans l'espace politico-social la désignation de responsables des errances d'une société qui se réveille chaque jour un peu plus raciste, chauffée à blanc par ses médias engagés à des degrés divers dans la défense de l'Etat d'Israël et du mouvement sioniste, reprenant à son compte les délires racistes datant de la lutte de libération nationale de l'Algérie. Cette accusation n'est pas sans lien avec la guerre programmée au Mali et l'éventuelle agression de l'Iran.

Il s'agit pour ceux qui dominent et qui veulent pérenniser cette domination au nom des multinationales et des banques de désigner ceux qui empêcheraient ou leur « paix » et leur « sécurité internationales » ou leur « cohésion sociale ». Leur volonté de porter la guerre au Mali, certes au nom de la libération du nord de forces rétrogrades, ce que désirent de nombreux Maliens, n'est pas sans lien avec ce que le rapport « Horizons stratégiques » cité plus haut dit de la peur que suscitent, chez les Occidentaux, la résurgence puissante du panafricanisme et la volonté de certains Etats africains d'assumer leur souveraineté sans « tuteurs ». De nombreux intellectuels et politiques du continent font entendre leur désir d'être débarrassés de certains des accords bilatéraux

qui les maintiennent dans un statut de soumission - militaires, policiers, économiques ou portant sur les migrations. Ces revendications successives sont, pour les anciens colonisateurs, inacceptables. Ce n'est pas pour rien que les vigies occidentales scrutent avec angoisse les révoltes arabes. Les centres néocoloniaux craignent bien trop la prise en main du processus de libération de la dictature par le mouvement social. Outre la fabrication aéroportée d'une révolution assujettie comme en Libye, les Occidentaux, forts de leurs relais saoudiens et qataris, poussent leurs pions et tentent d'influer les luttes internes comme en Tunisie, où certains se délectent de la montée de l'Islam obscurantiste et des faux débats autour de valeurs morales qu'il introduit pour détourner les populations tunisiennes des réalités économiques et politiques de la domination et de l'exploitation.

Le bombardement envisagé sur l'Iran procède de la même logique. Il s'agit de mettre à l'index ceux qui s'opposent à l'ordre du monde impérialiste et de les exclure de la communauté internationale ; tout comme il s'agit d'exclure de la société ceux qui dénoncent la droïtisation de la société française. Il s'agit pour les dominants d'utiliser des instruments de répression politico-idéologique et de remise en cause des droits politiques et civils.

Les Etats-Unis et leurs alliés assument pleinement la logique du dit « choc des civilisations », entre Etats mais aussi entre citoyens d'un même pays, en légitimant l'état d'exception international mis en place par les puissants contre les peuples.

VI/ Terrorisme versus paix et sécurité internationales

La plus grande menace à la paix et à la sécurité internationales se trouve dans la violence des pays occidentaux, spécialement des Etats-Unis et de leurs alliés européens qui violent systématiquement le droit international et la Charte des Nations Unies, sous couvert de lutte contre le terrorisme, comme c'est le cas en Irak, en Afghanistan, au Soudan, à Cuba, en Haïti, en Serbie, en Côte d'Ivoire et bientôt au Mali.

L'exemple le plus caractéristique est celui de la Palestine qui, depuis plus de soixante ans, est exilée -aussi bien sur son territoire qu'à l'international- par une « communauté internationale » -réduite au G5 occidental- qui maintient l'ensemble des Palestiniens exclus des normes impératives du droit international et du droit humanitaire international mais aussi du droit à leurs droits.

Cette communauté d'alliés qui, en protégeant l'Etat israélien et en le laissant commettre des crimes de guerre, toujours impunis, contribue décisivement à la violation des normes impératives du droit international et, surtout joue le rôle de courroie de transmission d'un projet et d'un modèle politique, idéologique et

économique qui vise à l'instauration d'un ordre international fondé sur la guerre sans fin, la discrimination, l'apartheid, la force, la domination des peuples et la violence.

Comme cela a été le cas en Libye où l'intervention de l'OTAN a été possible grâce à l'injonction paradoxale portée par ceux qui ont voté la résolution 1973, ils affirment d'un côté, « leur ferme attachement à la souveraineté, à l'indépendance, à l'intégrité territoriale et à l'unité nationale de la Jamahiriya arabe libyenne » et de l'autre envoient des forces armées pour obtenir plus rapidement l'assassinat en direct de Kadhafi en dehors de toute légalité internationale au regard de la Charte des Nations Unies, laissant le pays dans une situation de grave déstabilisation.

La vraie menace à la paix internationale est la pauvreté généralisée des populations du Sud, le pillage de leurs ressources naturelles par les sociétés transnationales et les guerres qu'elles déclenchent pour pérenniser leur hégémonie ou prévenir l'intrusion du nouveau concurrent chinois. C'est bien dans la réalité de la misère généralisée et organisée par la mondialisation libérale que peuvent être définis les ressorts profonds du terrorisme et des idéologies du désespoir. L'impérialisme et ses relais locaux ont, traditionnellement, utilisé pour leurs propres aventures et toujours à leur avantage les mouvements fanatiques apolitiques et les desperados qu'ils subjuguent. Les médias omettent de le rappeler mais le terrorisme islamiste contemporain est né en Afghanistan pour contrer l'Union Soviétique. Ce terrorisme, financé par les Saoudiens et soutenu à bout de bras par les Américains et leurs alliés, a fini par avoir raison de l'armée rouge et a précipité l'effondrement de l'URSS. On le voit, hier instrument commode et efficace, le terrorisme islamiste est aujourd'hui un épouvantail tout aussi opérant. Le terrorisme, conséquence du désespoir que l'ordre injuste impose aux peuples, est aussi un instrument entre les mains des architectes de la mondialisation libérale.

Au Mali, en France, aux Etats-Unis mais aussi dans de nombreux autres pays, le terrorisme islamiste est un argument fondamental dans la justification des aventures bellicistes de l'impérialisme et des atteintes aux libertés dans les sociétés occidentales elles-mêmes. La guerre globale et éternelle contre l'islamisme alimente un discours raciste qui permet de détourner l'attention des populations des pays industrialisés confrontées à une crise économique majeure. La libération de l'impensé raciste occupe une place centrale dans le discours politique « décomplexé » par temps de chômage généralisé et de creusement sans précédent des inégalités. En Europe comme en Afrique.

Notes

[1] Horizons stratégiques, 20

avril 2012

[2] Voir le site AFRICOM, www.africom.mil

[3] Cf : Les câbles classés secret.

[4] Lire l'article de Craig Whitlock, « Mysterious fatal crash offers rare look at U.S. commando presence in Mali »

[5] site du MAE, « Depuis le coup d'Etat du 22 mars, la France a suspendu toutes ses coopérations régaliennes avec le Mali. Elle maintient son aide en faveur de la population, en particulier l'aide alimentaire, ainsi que la coopération en matière de lutte contre le terrorisme. » <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pa...>

[6] Communiqué du 30 mars 2012 dans lequel le Conseil permanent de la Francophonie a décidé « la suspension de ce pays des instances francophones, y compris la suspension de la coopération multilatérale francophone à l'exception des programmes qui bénéficient directement aux populations civiles et de ceux qui peuvent concourir au retour à l'ordre constitutionnel et au rétablissement de la démocratie »

[7] Communiqué du 23 mars dernier transmis par Paul Lolo, président du Conseil de paix et de sécurité de l'organisation panafricaine, « Le Conseil a décidé que le Mali devrait être suspendu sine die de toute nouvelle participation jusqu'au retour effectif de l'ordre constitutionnel »

[8] Conférence de presse tenue à l'Elysée lors de la venue du Secrétaire général de l'ONU

[9] Nouvel Observateur, 9 octobre 2012

[10] Cf note 1

[11] [http://www.algerie1.com/actualite/...](http://www.algerie1.com/actualite/)

[12] A ce sujet, lire Thomas Deltombe, « L'Islam imaginaire », Editions La Découverte, octobre 2007 et Sébastien Fontennelle et alii, Les Editocrates, Editions La Découverte, 2009

[13] Lire à ce sujet l'article de Richard Mèmeteau, « Le racisme anti-blanc n'existe pas, mais il a gagné », 28 octobre 2012

[14] Houria Bouteljda, porte-parole du Parti des Indigènes de la République. www.indigenes-republique.fr/... et Saïd Bouamama, sociologue, animateur du Forum de l'Immigration et des Quartiers populaires ; daily-nord.fr/2012/10/36389/

Nldr. * **Mireille Fanon-Mendès-France** est la fille de Frantz Fanon. Elle épousera Bernard Mendès-France, fils de Pierre Mendès-France.

Mireille Fanon-Mendes-France
Fondation Frantz Fanon
Experte ONU
fondationffanon@hotmail.com
www.frantzfanonfoundation-fo...

Mireille Fanon-Mendes-France, le 5 novembre 2012

KATOU RESTAURANT
5012 Ave M
(Entre E. 51 et Utica)
10h am - 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou
Griots - Poissons - Poissons Gros Sel
- Dinde - Poulet - Cabri
- Boeuf - Légumes
Bouillon le samedi - Soupe le dimanche - Bouillie de banane le soir
Appelez le **718-618-0920**
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

kréole FLAVOR



Caribbean Cuisine
Catering & Take-Out
1738 Flatbush Avenue
Brooklyn, N.Y. 11210
718-258-0509

VENUS RESTAURANT

Specializing in Caribbean & American Cuisine



We do Catering Available for all Occasions Fritaille etc..
670 Rogers Avenue (Corner of Clarkson Ave)
Brooklyn, NY 11226
"Venus, l'endroit idéal"
718-287-4949

FRITAYE 5 STAR



• Breakfast • Lunch
• Dinner • Fritaille

Catering for all occasions

Gran Pan-Pan Rice FOR SALE: Wholesale & Retail

1347 Flatbush Avenue (bet. Foster Ave. & E. 26th St.)
Brooklyn, NY 11226
718-975-0915-6

CATHEDRAL
Haitian & Caribbean Cuisine



We Deliver • We Cater

Mon - Sat 10am - 11pm
Sun 7:30am - 8pm

3402 Church Avenue (Corner E 34th Street)
Brooklyn, NY
718.483.8266

Baussion, et également actionnaires au sein des Distributeurs Nationaux S.A (DINASA), d'autant que «yo chajé ak ponp gazolin nan Pòtoprens», selon *Santinel*. Viendra ensuite la construction du *Karibe Convention Center*, le dernier cri de l'industrie hôtelière, agrémenté d'une salle de conférence pouvant accommoder jusqu'à 1000 participants. Poussé toutefois par une akèrèté tout-terrain. Max Buteau sera mêlé, en 2005 à un [présupposé] détournement de fonds estimé à quelque 4 millions de dollars US et lié à une transaction frauduleuse de riz Tchako, toujours selon *Santinel*. Ah oui, *nèg gen move mannyè*.

Les magouilleurs-comploteurs lourds.

Ce sont ces voyoucrates de la bourgeoisie des affaires et de l'argent qui de honte avec la communauté internationale s'arrangent pour avoir leur président, leur Premier ministre, leurs ministres clefs et directeurs clefs (douanes, DGI, Banque centrale). Ainsi, c'est la famille Mevs qui, selon *Santinel*, avait fait nommer Edouard Vallès Jean Laurent directeur de l'Administration Générale des Douanes (AGD) qui allait être déchu par Préval trois mois après son accession au pouvoir au profit de Jean-Jacques Valentin qui occupait la même fonction de 1996 à 2004 (Alter Presse, 7 septembre 2006).

Auparavant, la famille Brandt avait exigé que Jacques Fritz Kéno, un de leurs anciens employés et *asòs* à European Motors soit le ministre du Commerce, sous le gouvernement *tèt bòbèch* Latortue-Alexandre. Toujours selon *Santinel*, le ministre des Finances Fred Joseph, entre 1996-2000, voulait seulement acheter des voitures Isuzu pour l'administration publique parce qu'il était de mèche, en *konfyolo*, avec les familles Saliba et Moscoso propriétaires d'Automeca. Quant à la famille Vorbes, elle s'est toujours faufilée pour nommer un coquin (ou une coquine) à elle au Ministère des Travaux Publics, Transports et Communications (TPTC), ou comme directeur du Centre National des Equipements (CNE).

Le kidnappeur.

C'est avec beaucoup de surprise, de honte et de peine que la famille Brandt a dû apprendre le rôle crapuleux (présupposé) d'un des leurs, en l'occurrence Clifford, dans des activités criminelles et déshonorantes de kidnapping. Personne dans ce sérail voyoucrate n'était encore descendu- jusqu'à preuve du contraire - à un niveau aussi abject, criminel et méprisable. Espérons que Clifford sera amené devant ses juges et débarrassera tout le paquet.

En tout état de cause, indépendamment de leurs activités flibustardes respectives visant le gain maximum, il faut reconnaître à tous les secteurs de

cette bourgeoisie piratocrate un monopole commun, celui de la violence. Le massacre de Piatre, les répressions sauvages par militaires ou policiers interposés, les deux coups d'Etat de 1991 et 2004, en dernier lieu le kidnapping des jeunes Moscoso par le réseau de Clifford Brandt, pour ne citer que ces actes de flibustards, sont là pour en témoigner.

Désormais, quand on parle de *kokrat*, on saura qu'il en existe tirés à quatre épingles, jouissant de scandaleux privilèges, roulant dans de luxueuses cylindrées 4X4, habitant les hauteurs «là où la poussière ne vous bouscule pas le nez», jouissant d'un luxe insolent. L'argent et le pouvoir leur sortent par le nez. Ils méprisent bourgeoisement et kokoratement les démunis même quand ceux-ci leur servent de bonnes, de garçons de cour et travaillent à s'esquinter dans leurs usines d'assemblage. Tant ils sont abjects dans leur insolence à traiter les autres de haut qu'il va bientôt falloir commencer à parler de *kakarat* et non plus de *kokrat*. Ce sera le salaire de leur honteux mépris pour les plus faibles, pour l'Etat haïtien, pour la nation.

Note. Le gros des informations utilisées dans cet article provient du journal *Santinel* (Nos.5, 6,7, 8, 9, 10, 11, 12). Elles sont disponibles sur le Web.

"We're changing the dynamics of how we do agriculture in Haiti," Luiz Almeida of the IDB boasted to one journalist as recently as August, adding: "When I say agriculture, I say agribusiness." As such, Haiti's small food producers could face a slew of new threats: contract farming to produce high-value vegetables for export; biofuels, such as jatropha, which many foreign experts believe will thrive in Haiti, or even GMO seeds and the agro-industrial corporate dependence they entail.

It is exactly the sort of model that leads to even greater malnutrition and poverty in the midst of plantations of plenty, as in so much of the Americas, the growing threat of which has spawned Oxfam's GROW campaign, a global, on-go-

ing, demand for food justice due to launch in Haiti next year.

"The global food system is broken," Oxfam declares, citing flat-lining yields, climate change and weather vulnerability, unfair trade, land grabs, food price spikes, and failing markets as interconnected symptoms of failure, linked by "the dominance of a few powerful governments and companies."

Few countries yield more evidence of the combined effects of such forces as Haiti. As such, local CSOs are currently discussing how to feed into Oxfam's global advocacy effort abroad, while developing their own campaign to force the Haitian government to launch a coordinated, cohesive and co-operative commitment to small farmers at home. Life and death in the Haitian

hunger games could depend on it.

For more on Haitian Agriculture HSG recommends two Oxfam Briefing Papers: *Planting Now, Second Edition: Revitalizing Agriculture for Reconstruction and Development in Haiti* (October 2012), and *Planting Now: Agricultural Challenges and Opportunities for Haiti's Reconstruction* (October 2010) Both available at www.oxfam.org. To learn more and get involved in the GROW food justice campaign visit: www.oxfam.org.uk/get-involved/campaign-with-us/our-campaigns/grow

This article was originally published in the Haiti Support Group's publication Haiti Briefing (No. 72, Oct. 2012).

SHIP YOUR CAR FROM NYC TO HAITI:

ONLY **\$1,450** (INCLUDES APN PORT FEES)

RECEIVE A SPECIAL GIFT WHEN YOU BRING THIS AD WITH YOUR SHIPMENT.

DELIVERIES RECEIVED OPPOSITE 115 VAN BRUNT ST., BROOKLYN, NY
RED HOOK CONTAINER TERMINAL

HOURS: • MON-FRI 8AM - 5PM
• SAT-SUN 9AM - 3PM
NOU PALE KREYÒL
718-243-2929

- CARS • TRUCKS • TRAILERS
- BUSES • CONSTRUCTION EQUIPMENT
- ROLL-ON • ROLL-OFF



matériel informatique de communication. D'après les informations émanant des Etats-Unis, cet homme serait gravement malade. Raison de plus pour accepter rapidement cet échange humanitaire, et assumer vos responsabilités.

Les Cinq eux, ont été arrêtés en 1998. Ils n'ont commis aucun acte préjudiciable à votre gouvernement, sauf à considérer que relève des prérogatives de votre administration l'organisation des attentats contre Cuba. Il est vrai que ces attentats ont été pour le moins encouragés par la CIA...

Parlant des Cinq, il est symptomatique de voir que vos médias emploient toujours l'expression : « les espions Cubains », alors que ces Cubains n'ont jamais été condamnés pour espionnage. Prêter aux accusés l'intention de commettre un délit est bien commode pour faire condamner des innocents !

Pour Gerardo Hernández c'est le comble ! Sans la moindre preuve, il a été condamné à perpétuité pour « conspiration afin de commettre un assassinat » pour le drame de 1996 concernant les avionnettes de l'organisation « Hermanos a la Rescata ». Cette accusation cousue de fil blanc a été ajoutée au dossier de Gerardo en catastrophe plus de deux ans après les faits. Elle est tellement énorme que le Ministère Public, au dernier moment, avait finalement demandé de la retirer, l'estimant impossible à prouver. La juge de Miami avait pourtant maintenu cette accusation, entérinée en un temps record par des jurés bien conditionnés par des journalistes corrompus.

Non seulement Gerardo Hernández n'a rien à voir avec ce drame, et vous le savez parfaitement, Monsieur le Président, mais en plus, les avionnettes abattues après de multiples mises en garde du gouvernement Cubain, l'ont été dans l'espace aérien Cubain. La meilleure preuve en est le refus catégorique de votre gouverne-

ment de montrer les images satellites de cet événement. Ni l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale, ni le Conseil de Sécurité de l'ONU, ni les tribunaux de Miami ou d'Atlanta ne peuvent avoir accès à ces images !

A voir l'impunité dont bénéficient les terroristes de Miami, et l'acharnement des gouvernements successifs de votre pays à l'encontre des Cinq, on s'interroge sur la responsabilité de hautes personnalités de votre pays dans des crimes encore inexpliqués, tels certains magnicides...

Au moment où va commencer pour vous un nouveau mandat de président, ou bien d'achever votre carrière présidentielle, ne croyez-vous pas que l'heure est venue de voir Alan Gross, et les cinq Cubains regagner leurs foyers respectifs ? Il vous suffirait d'une signature pour que les Etats-Unis et Cuba n'aient plus d'obstacle majeur pour amorcer de meilleures relations bilatérales.

Un tel geste de votre part serait en harmonie avec le prix Nobel de la Paix qui vous a été décerné.

Espérant de votre part une telle action, recevez, Monsieur le président, l'expression de mes sentiments humanistes les plus sincères.

Jacqueline Roussie

Le premier novembre 2012

Monsieur le Président Obama
The White House
1600 Pennsylvania Avenue
N.W.
Washington DC 20500

Copies envoyées à : Mesdames Michelle Obama, Nancy Pelosi, Hillary Clinton, Kathryn Ruemmler, Janet Napolitano, à Messieurs. Harry Reid, Eric Holder, John F. Kerry, Pete Rouse, Donald, Rick Scott, et Charles Rivkin, ambassadeur des Etats-Unis en France.

les organisations syndicales, toutes les autres organisations sociales et tous-tes les travailleurs-euses de tous les secteurs à se mobiliser en vue d'obtenir enfin de l'Etat la totale satisfaction des revendications suivantes :

1. Le paiement intégral de tous les arriérés de salaire et la nomination des enseignants en poste et des finissants -tes des écoles normales (l'Ecole Normale Supérieure, les Ecoles Normales d'Instituteurs -trices), des CFEFs, de la FIA ;

2. Un salaire minimum de cinquante mille gourdes (50.000gdes), comme indiqué dans le Rapport final du colloque de l'UNNOH, des avantages sociaux pour tous les enseignants-tes et l'élimination sans délai de la taxe scandaleuse de 2% du gouvernement;

3. Une loi définissant le statut de l'enseignant et la publication de la loi sur les frais scolaires ;

4. 34 % du budget national pour l'éducation (30% pour les niveaux préscolaire, fondamental, professionnel et secondaire et 4% au moins pour l'enseignement supérieur public qui n'a que 0,55 % seulement) ;

5. Des conditions décentes de travail au niveau des différents établissements scolaires ;

6. La participation des syndicats d'enseignants au Conseil d'administration de l'Assurance ;

7. La promotion d'un véritable système d'éducation publique de qualité afin d'assurer effectivement l'accès gratuit à l'éducation ;

8. La réalisation, au niveau des établissements scolaires et universitaires, d'une réelle campagne de vaccination contre le choléra qui continue à tuer quotidiennement et la mise en branle, par l'ONU et le gouvernement de tout un ensemble de mesures en vue de son éradication ;


9. La mise en place au niveau de tous les établissements scolaires et universitaires de cafétéria afin de garantir un plat chaud à tous les élèves, étudiants-tes, enseignants-tes et autres personnels.

10. La prise à court, moyen et long terme de mesures concrètes de

protection de l'environnement ainsi que la promotion de l'éducation à l'environnement .

Enseignants-tes, élèves, étudiants-tes, professeurs d'université, personnel administratif, petit personnel, parents d'élèves, organisations sociales et tous les travailleurs de tous les secteurs : mettons-nous debout ! Prenons en main notre destin ! Soyons tous et toutes présents-tes à la manifestation nationale du 13 Novembre 2012 et participons activement aux deux journées de grève d'avertissement !

Pour le Bureau Exécutif de l'UNNOH : Jean Willy Belfeur, Secrétaire adj. à l'Information ; Mona Bernadel Secrétaire adj. aux Affaires juridiques ; Josué Mérielin, Coordonnateur Général de l'UNNOH
Port- au-Prince, le 3 Novembre 2012



101.9 FM • SCA
Radyo Pa Nou
Emisyon KAKOLA
Konbit Ayisyen pou Kore Lit la ann Ayiti

- Nouvèl •
- Analiz •
- Kòmantè •
- Deba •

Pou yon Ayiti Libere
(917) 251-6057
www.RadyoPaNou.com
Mèkredi 9-10 pm

Le membre de la guérilla colombienne Tanja Nijmeijer se rend à Cuba



Tanja Nijmeijer à Cuba

Tanja Nijmeijer, une guérillera de nationalité néerlandaise a quitté aujourd'hui la ville de Neiva, au sud-ouest de la capitale colombienne, pour voyager à Cuba et rejoindre le groupe des négociateurs des Forces armées révolutionnaires de l'Armée du peuple de la Colombie (FARC).

Dans une opération éclair, Nijmeijer, fortement gardée, a abordé l'un des deux avions des Nations Unies

qui l'attendait à l'aéroport.

Le 5 Novembre démarrera à La Havane la première des cinq réunions qui devront avoir lieu entre les représentants du gouvernement colombien et les FARC, outre la table ronde qui se tiendra 10 jours plus tard, dans le but de mettre un terme au conflit armé qui a duré près d'un demi-siècle.

Noticias Ahora 1er Novembre 2012

État de mal-être général en Europe

Par Sergio Alejandro Gomez

Si quelqu'un avait des doutes à propos de la démolition programmée de l'« état de bien-être général en Europe », l'annonce d'un budget communautaire pour venir en aide aux personnes les plus défavorisées est venue confirmer que l'actuelle crise économique a servi d'« excuse parfaite » pour un retour au sauve-qui-peut dans le Vieux continent.

Le 24 octobre, les 27 pays membres de l'Union européenne réunis à Bruxelles ont proposé la créa-

tion d'un fonds d'aide pour les millions d'Européens pauvres au sein de l'Union, qui serait doté de quelque 2,5 milliards d'euros jusqu'en 2020. Ce fonds, proposé dans le cadre du projet de budget pluriannuel pour la période 2014-2020, en cours de négociation, doit être approuvé par les États membres et par le Parlement européen.

Une simple opération mathématique nous montre que durant cette période l'UE n'investira que 28 centimes par jour pour « venir en aide » aux plus de 4 millions de sans abri.

Ce budget est d'autant plus insuffisant qu'environ 40 millions de

Aurore Martin remise à l'Espagne, nouvelle vague d'indignation

Aurore Martin, sous le coup d'un mandat d'arrêt européen, a été arrêtée jeudi en Pays Basque nord et remise à l'Espagne. Une nouvelle vague d'indignation a frappé le Pays Basque nord. La militante basque Aurore Martin a été arrêtée jeudi en Pays Basque nord et a été remise aux autorités espagnoles. L'arrestation s'est produite lors d'un contrôle routier près de Mauléon, en Soule.

Le ministre espagnol de l'Intérieur, Jorge Fernandez Diaz, et son homologue français, Manuel Valls, "se sont félicités" de cette opération policière, a indiqué le ministère espagnol dans un communiqué, soulignant la "magnifique sintonie entre la France et l'Espagne". Au Pays Basque nord, par contre, l'arrestation a provoqué une



Aurore Martin

forte vague d'indignation.

Suite à la page (18)

Xi Jinping, le nouveau timonier

Par Pierre Tiessen

Successeur attendu de Hu Jintao, Xi Jinping est un pur produit du Politburo chinois.

Au sortir du prochain congrès du Parti communiste chinois (PCC), Xi Jinping dirigera la Chine. Qui est ce cacique du parti, dont la femme, l'ex-chanteuse de variétés Peng Liyuan, aime à répéter qu'il est "un bourreau de travail qui sait garder les pieds sur terre"? Xi Jinping est avant tout "un fils de" (son père, ancien vice-Premier ministre, était un vétéran du Parti, camarade de route de Mao). L'homme est aussi un parfait produit de l'école politique actuelle. Comme si, depuis toujours, il avait mis ses pas dans ceux de Hu Jintao, dont il n'est pourtant pas un fidèle...

Comme ce dernier, Xi Jinping a en effet très vite rejoint la puissante Ligue de la jeunesse du PCC (et ses 80 millions



Le jeudi 8 novembre 2012 s'ouvrira le 18ème congrès du Parti communiste chinois, au cours duquel Xi Jinping sera officiellement désigné à la tête de la République populaire de Chine

d'adhérents), avant de faire ses études en ingénierie à l'université Qinghua, à

Pékin, à la fin des années 1970. Surtout - et c'est ce qui lui a valu de faire son entrée au Politburo en 2007 - Xi Jinping a fait une longue carrière en province. Une expérience qui lui a permis de se forger au sein de l'appareil une image d'homme ouvert et intègre.

Pour l'homme de la rue en revanche, il est avant tout un homme de pouvoir. "Il n'est pas un visionnaire", note Willy Lam, professeur à l'université chinoise de Hongkong. Quelles seront alors ses priorités en tant que nouveau timonier de l'Empire? Gérer les affaires du Parti et l'idéologie. Un thème cher à cet homme qui pousse pour un renforcement de l'enseignement "rouge". Et qui lança en 2009 : "Des étrangers aux ventres pleins et qui n'ayant rien de mieux à faire, se complaisent à nous montrer du doigt. Primo, la Chine n'exporte pas la révolution; secundo, elle n'exporte ni la famine ni la pauvreté; et tertio, elle ne se mêle pas de vos affaires."

JDD 4 novembre 2012

Il faut sauver le soldat Manning

Des organes de presse et des organisations de défense des droits de l'Homme ont plaidé devant des juges militaires pour davantage de publicité dans le procès de Bradley Manning, accusé d'être la "taupe" de WikiLeaks.

L'avocat représentant le Centre pour les droits constitutionnels, Shayana Kadidal, représentant au total 31 groupes de presse, a assuré devant une cour militaire que les journalistes étaient empêchés d'informer le public sur l'affaire Manning par le secret couvrant les ordres de la cour et les motions présentées par les différentes parties.

La justice américaine reproche au jeune soldat Bradley Manning d'avoir téléchargé depuis les ordinateurs du gouvernement puis transmis à WikiLeaks, entre



Bradley Manning

novembre 2009 et mai 2010, des documents militaires américains sur les guerres en Irak et en Afghanistan, et 260.000 dépêches du département d'Etat, déclenchant une tempête dans la diplomatie mondiale.

De nombreux documents, dont les décisions écrites des juges et d'autres

transcriptions et documents judiciaires, ne sont pas publiés dans l'affaire pour laquelle le soldat sera jugé en cour martiale à partir du 4 février. Après avoir écouté des arguments en faveur et contre une publicité plus importante des débats, le juge James Baker a demandé aux parties de remettre prochainement des motions pour déterminer si la cour d'appel militaire qu'il présidait avait le pouvoir de trancher la question.

Parmi les groupes de presse militant pour la levée des restrictions pesant sur cette affaire se trouvaient le New York Times, le Washington Post, CNN ou le groupe McClatchy.

France Amérique 1 novembre 2012

personnes souffrent de « privation matérielle aiguë », c'est-à-dire qu'elles sont dans l'impossibilité d'accéder à une quantité suffisante de denrées alimentaires de qualité appropriée, et que plus de 166 millions de citoyens européens sont menacés par la pauvreté et l'exclusion sociale, d'après un rapport de la Commission européenne.

Pour comble, une bonne partie des personnes les plus vulnérables vivant au sein du Premier monde sont des mineurs. L'UNICEF a mis en garde récemment contre le fait que « 80 000

enfants ont vécu une situation de pauvreté en 2011 ». Rien qu'en Espagne, le Fonds des Nations unies pour l'enfance estime que plus de 2 millions d'enfants (un mineur sur quatre) vivent en dessous du seuil de pauvreté.

Ce qui n'a pas empêché ce pays de se voir accorder une aide de 100 milliards d'euros débloquée par l'UE pour « recapitaliser les banques ». Autrement dit, les banques spéculatrices ont reçu une assistance 40 fois plus importante que l'argent destiné aux sans-abris de l'Union.

Dans presque toute l'Europe, depuis la Grèce jusqu'à l'Allemagne, il ne reste que très peu de souverains des temps où l'Europe assumait d'importantes charges sociales, que ce soit dans un souci philanthropique ou par crainte de la révolution sociale qui a prévalu pendant la seconde moitié du XXe siècle. En pleine crise économique et sans solution claire, tout semble indiquer que l'« état de malaise général » est venu pour rester.

Granma, 2 novembre 2012

G & S AUTO SALES

- We Do Finance
- Trade-In
- Same Day Plates

Open Sundays • Closed Saturdays

4914 Tilden Avenue
Brooklyn, NY 11203

Tel: 718.342.0101

Guy Edouard, General Manager
Tel: 718.791.1094
Fax: 718.342.5550
Ernest Delouis: 646.201.0603
Luc Delsius: 646.377.1008

GuyAutoAuc@aol.com

**LA DIFFERENCE
AUTO SCHOOL
LEARN TO DRIVE**

La Différence Auto School

836 Rogers Avenue
(between Church Avenue
& Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226

Manager: Ernst Sevère

Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201

**DEE'S
TRANSMISSION**

- Transmissions Rebuilt
- Resealed & Installed
- Shocks • Brakes
- Tune-Ups

2470A Bedford Avenue
Brooklyn, NY 11226

718-693-3674

Aurore Martin a été arrêtée dans le cadre d'un mandat d'arrêt européen émis en 2010 par l'Espagne. Les autorités espagnoles l'accusent d'avoir participé à des conférences de presse et écrit des articles d'opinion au nom de Batasuna, parti interdit en Espagne à cause de ses liens présumés avec l'ETA, mais légal en France. La jeune militante risque 12 ans de prison en Espagne.

Pour la première fois, la France livre une militante basque de nationalité française à l'Espagne pour ses engagements politiques. Fin décembre 2010, Aurore Martin était entrée en clandestinité, puis réapparue lors d'un meeting en présence du sénateur-maire de Biarritz, Didier Borotra. En juin 2011, Aurore Martin avait échappé à une rocambolesque tentative d'arrestation par la police à Bayonne.

De nombreuses voix politiques de tous bords en France mais également en Europe se sont élevées contre le mandat d'arrêt européen d'Aurore Martin et "la criminalisation d'une expression politique qui, s'il est considérée comme illégale en Espagne, n'est pas condamnée en France".

Elle a reçu le soutien de nombreuses personnalités locales et nationales opposées à l'application de ce mandat européen, notamment des dizaines d'élus, dont les députés écologiste José Bové, centriste Jean Lassalle et socialistes Sylviane Allaux et Colette Capdevielle, ainsi que d'organisations comme la Ligue des droits de l'Homme et de la magistrature.

Ces derniers temps, Aurore Martin avait repris une vie publique à Bayonne où elle militait notamment au sein de la nouvelle organisation Bake Bidea ("le chemin de la paix" en basque) chargée de veiller à

l'application du processus de paix engagé par l'ETA. L'ultime possibilité pour Aurore Martin de contester le mandat d'arrêt délivré à son encontre par Madrid a été rejetée en mai dernier par la Cour européenne des droits de l'homme.

Nouvelle vague d'indignation

L'arrestation d'Aurore Martin a provoqué une nouvelle vague d'indignation au Pays Basque. En début de cette semaine, le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, avait déjà provoqué l'indignation des élus du Pays Basque, de toutes les forces politiques, avec son amalgame entre l'ETA et la demande d'une collectivité territoriale du Pays Basque.

Pour Xabi Larralde, porte-parole de Batasuna, "il est difficile de ne pas voir la main de Manuel Valls". Arrêter une responsable politique de Batasuna, en plein processus de paix, va à l'encontre de l'esprit de la Conférence internationale de paix et est une "irresponsabilité", a-t-il dénoncé.

Selon Max Brisson (UMP), l'arrestation d'Aurore Martin est "un nouveau signal préoccupant pour tous ceux qui œuvrent pour un Pays Basque apaisé et le vivre ensemble".

Les députées PS Colette Capdevielle et Sylviane Alaux se sont dites "surprises". Les délits que la justice espagnole reproche à Aurore Martin n'existent pas dans la législation française, a dit Colette Capdevielle.

Le NPA a condamné fermement l'arrestation d'Aurore Martin. "Cela est tout simplement inacceptable et correspond à une véritable remise en cause de la liberté d'expression", a dit le NPA dans un communiqué. Et d'ajouter : "le mandat d'arrêt

européen (MAE) ne doit pas s'appliquer. Ironie de l'histoire la première exécution du MAE contre une ressortissante du Pays Basque Nord risque de voir le jour sous un gouvernement à majorité socialiste".

"Ça tourne à la provocation de la part des gouvernements français et espagnol", a dit Kotte Ecenarro, 1er vice-président du Conseil Général, selon le Journal du Pays Basque. "Cette situation est abusive, incompréhensible en plein processus de paix," a-t-il dit.

La section bayonnaise du Parti socialiste a "déploré" l'arrestation dans un communiqué. L'arrestation d'Aurore Martin "s'avère inacceptable pour les démocrates que nous sommes," a dit Pierre Cheret. "Le PS déplore le recours à cette procédure, dont le fondement est détourné (lutte contre les actes terroristes) et qui conduit à une remise en cause des droits de la défense et des libertés individuelles".

"Cette démarche de la justice espagnole et du parquet français relève d'une volonté, non de lutter contre le terrorisme comme le prévoit le mandat d'arrêt européen, mais de criminaliser des actes politiques démocratiques," dénonce le PS. "Cette situation est donc pour nous inacceptable sur le fond et constitue une entrave intolérable à la liberté d'expression chère à la démocratie française".

Pour Olivier Dartigolles (Parti communiste), "le Gouvernement Ayraut vient d'écrire une page déshonorante pour notre pays". "Le Parti communiste exprime son indignation et appelle l'ensemble des républicains à exprimer leur condamnation," a-t-il ajouté.

LGS 2 novembre 2012

Etats-Unis: le président Obama réélu!

Au bout d'une très longue et ardue campagne présidentielle, hérissée de coups et contre-coups de part et d'autre des deux camps, une saga politique vient de se terminer avec la victoire du président Obama réélu avec une très confortable avance du vote populaire et plus qu'un décisif succès électoral avec plus de 300 voix du côté des «grands électeurs» par opposition à 206 voix pour l'adversaire Romney.

Mis à part les donateurs «lourds» qui n'ont pas lésiné sur les millions pour assurer la victoire de leur poulain, plusieurs facteurs semblent avoir joué en faveur de cette réélection : le charisme du président, un sentiment de légère reprise économique dans les «swing states», une amélioration du taux de chômage par rapport à l'arrivée du président au pouvoir, sa dextérité politique à rassembler en une force de frappe

tout un éventail social reconnaissant une Amérique multiraciale et multiculturelle. Egalement, Obama a su se dissocier de cette image de «bilan d'Obama» dont voulait l'affubler le républicain pour qui ce bilan de quatre ans a été négatif, sinon désastreux.

Il reste que cette victoire ne doit pas cacher la nécessité de plancher sur des dossiers importants que le président Obama n'a pas pu ou n'a pas voulu gérer : la création d'emplois, une vraie relance de l'économie, résorber le déficit, diminuer le chômage, le nucléaire iranien, une protection médicale au-delà de ce qui a été déjà offert, relocalisation de l'industrie, les rapports difficiles avec la Chine à la fois puissant partenaire et adversaire économique, la diplomatie en Afrique particulièrement l'évolution des rapports politico-militaires des Etats-Unis

Suite de la page (4) Quel sort est...

A la suite d'un coup d'État-kidnapping du 29 février 2004, des forces multinationales d'occupation se sont installées en Haïti qui, selon le président Martelly, veillent sur le pays et protègent son pouvoir contre tout coup d'État. A la question du journaliste français, Marc Perelman sur France 24, le samedi 27 octobre dernier : « Est-ce que vous pensez vous êtes à l'abri d'un coup d'État ? », le président Martelly lui a ainsi répondu : « Oui, aujourd'hui pour la simple bonne raison que, il y a cette force de maintien de l'ordre qui est là en Haïti, la force des Nations Unies. Alors, il y a la Communauté Internationale qui veille sur Haïti, qui a déjà identifié, reconnu notre engagement, notre volonté de bien faire, ce combat de la corruption, et qui supporte la démocratie qui s'installe en Haïti. Donc, même s'il y aurait un coup contre mon gouvernement, je pense que, ça ne passerait pas. Il y a à ce niveau-là un découragement du côté de l'opposition, mais ils font ce qu'ils peuvent, ou bien ils ne réussissent pas ou bien que je m'en aille moi ; mais j'ai bien choisi ce que je voulais faire ».

Donc il est clair aujourd'hui pour tous ceux qui font semblant ne pas comprendre, que c'est « l'Internationale » qui maintient Martelly au pouvoir en Haïti, alors que le peuple l'a rejeté. Ce qui est important à souligner, c'est que le président Martelly n'a pas évoqué le soutien du peuple haïtien à son endroit, advenant un éventuel coup d'Etat. Il reconnaît par surcroît qu'il n'a aucun support populaire. Donc pour essayer de se maintenir au pouvoir, il va passer à la répression, vu les contradictions qui gangrèment son pouvoir et les scandales de kidnapping au sein de la bourgeoisie qui supporte le régime *Tèt kale* au pouvoir.

Depuis l'arrivée de ce régime anti-peuple, *kalelet*, de Martelly-Lamothe au pouvoir avec l'appui conditionnel de

l'Internationale, la situation de la population haïtienne s'aggrave constamment. Le chômage augmente, les taxes augmentent sur la classe pauvre, et le coût de la vie monte à une hauteur vertigineuse. On peut citer à titre d'exemple : une grosse marmite de haricots (pois) de 4 livres qui se vendait à 125 gourdes passe actuellement à 375 gourdes; la petite marmite passe de 25 à 75 gourdes, une augmentation de deux cents pour cent (200%); une caisse Hareng saur qui se vendait à 500 gourdes passe à 2500 gourdes; l'unité coûte 50 à 75 gourdes et les prix des autres produits de première nécessité ne cessent de grimper sur le marché. Depuis le passage de l'ouragan Sandy, la situation de la classe pauvre tend à s'aggraver. Elle est victime une fois de plus d'une catastrophe naturelle, mais également de la résurgence de l'épidémie de Choléra de la Minustah.

Maintenant c'est la classe pauvre qui est largement victime de la présence de Martelly au pouvoir, c'est elle qui subit le coût de la hausse de la vie, de la remontée du Choléra, du Chômage et tous autres crimes des criminels d'ici et d'ailleurs. Elle est dans son bon droit de continuer à se révolter contre un tel pouvoir et de lui demander de s'en aller. Dans cette perspective, de grandes mobilisations ont été déjà annoncées par l'Opposition pour le 18 novembre prochain dont l'objectif serait le départ de Michel Martelly du pouvoir et l'exigence faite à la Communauté Internationale, particulièrement, les Etats-Unis, la France, le Canada, l'ONU par son représentant en Haïti, le chef de la Minustah, Fernandez Mariano Amunategui, l'Union Européenne, de cesser de s'immiscer dans les affaires internes d'Haïti. Les mots d'ordre ne sont autres que: *Martelly+ Lamothe = Viktwa boujwa sou pèp la. Martelly + Minustah = Choléra, Lamothe + Minustah = Kolera. Veux ou pas, Martelly doit partir !*

Suite de la page (8)

et ne peut laisser prospérer les phénomènes de criminalité organisée, qu'ils soient produits par les cols blancs, les brahmanes de la société haïtienne, qu'ils soient produits par ceux qui associent leur exclusion sociale à des manifestations de violence sociale. C'est dans des contextes cruciaux, mettant en jeu les responsables en face des situations complexes que l'Etat se forme, se renforce. Au nom de cette prétenue solidarité, l'interférence du FBI conforte la thèse de ceux qui croient que la vérité se serait étouffée, parce qu'elle salirait des strates haïtiano-syro-libanaises et européennes protégées de la société haïtienne, constitutives d'une ploutocratie prédatrice des richesses nationales.

Les défis sont immenses en Haïti quand on sait que la collusion d'intérêts de ces groupes (incestueux) nuirait à toute mesure de justice : douaniers, policiers, président de la république, famille présidentielle, ministres, entrepreneurs, importateurs et exportateurs vivent en osmose et pratiquent à des degrés variables la criminalisation de l'Etat ; des partis politiques, des journalistes, des juristes bénéficieraient des chances d'enrichissement grâce aux connexions avec les membres de la crimi-

nalité organisée. Celle-ci est si attachée aux fondements de la société haïtienne, qu'il est difficile de délimiter la frontière entre la contrebande et l'Etat, la frontière entre le délit et l'activité de production légale. La criminalisation de l'Etat ne peut être appréhendée à travers cette unique manifestation de réseaux criminels dirigés par un groupe d'individus, tels ceux de M. Brandt. La criminalisation de l'Etat doit être débusquée dans les mentalités, les pratiques, les travers, les actions individuelles de tout citoyen haïtien. Elle se traduit par la fuite fiscale, la marchandisation des fonctions publiques et politiques, le détournement des fonds publics, le népotisme, la kleptocratie, la distribution de prébendes aux clientèles, le trafic de visas, la multiplication des pratiques de la contrebande, la corruption des fonctionnaires, la connivence des journalistes... Ainsi, la criminalisation de l'Etat doit être analysée sur un plan global et local « mais également, dans un sens plus politique pour montrer que le crime organisé peut passer par des routes très balisées par l'Etat et se transformer en activité légale ». (Jean-François BAYART, Etats, mafias et mondialisation, Economie politique, 2002, no.15, p.98-110)

Tel: 718-421-0162
 editor@haitiliberte.com

Directory Classified

LAND FOR SALE
 NYS LAND WANTED Cash Buyer Looking for 2-3 farms or wood lots in your area. 25-1000 acres, cash deal, quick closing. No closing costs to you. Local NYS Forestry Company in business for over 20 years. Fully guaranteed. Call 800-229-7843

LEGAL NOTICE
 STATE OF NEW YORK - COUNTY OF ROCKLAND - IN THE FAMILY COURT DOCKET No.: V-1751-12 FILE No.: 29319 NOTICE OF CUSTODY PROCEEDING TO RESPONDENT ONSEI ALEXIS. You have been notified that Custody proceedings have been initiated pursuant to New York State Family Court Act Article 6, under the above referenced case number by PETITIONER MARISE ANTOINE. YOU ARE FURTHER NOTIFIED AS FOLLOWS: 1) That a final custody hearing is scheduled for December 6, 2012 at 11.a.m. at the Rockland County Family Court at 1 South Main Street, New City, New York 10956; 2) That prior to December 6, 2012 you shall respond in writing or by telephone by contacting the Court at (845) 483-8210; 3) That the Court must be informed of your current address; 4) That the attorney for the Petitioner is ROUZARD and ROUZARD, LLP 873 Route 45, Suite 205 B, New City, New York 10956 Telephone # (845) 634-0023. 5) That your failure to contact the court and/or the attorney for the Petitioner will result in MARISE ANTOINE obtaining sole legal and physical Custody by Default of the minor child CRIST OSMERALDA ALEXIS.

MISCELLANEOUS
 EARN COLLEGE ONLINE. *Medical, *Business, *Criminal Justice. Job placement assistance. Computer available. Financial Aid if qualified. SCHEV certified Call 888-201-8657 www.CenturaOnline.com

Management
 of companies and enterprises will grow 11.4%*
How will you prepare?
 Let Plaza College help you prepare with:

- Associate through Bachelor degrees
- Day, Evening & Weekend Classes
- Financial Aid for those who qualify
- Career Placement Services



CALL 718.509-9167
 www.PlazaCollege.edu
 74-09 37 AVE., JACKSON HEIGHTS, QUEENS
* Source: BMO Capital Market and U.S. Dept. of Labor

Healthcare
 will generate 3.2 million new wage & salary jobs*
How will you prepare?
 Let Plaza College help you prepare with:

- Associate through Bachelor degrees
- Day, Evening & Weekend Classes
- Financial Aid for those who qualify
- Clinical Assistantships



CALL 718.514.7024
 www.PlazaCollege.edu
 74-09 37 AVE., JACKSON HEIGHTS, QUEENS
* Source: BMO Capital Market and U.S. Dept. of Labor

Do you take
VIAGRA
or
CIALIS?
SAVE \$500!
 Get 40 100mg/20mg pills for only \$99.00
 BUY THE BLUE PILL NOW!
1-888-746-5615
CALL NOW AND GET 4 BONUS PILLS FREE!
SATISFACTION GUARANTEED

SON, Referee. DEUTSCH & SCHNEIDER, LLP, Attys. for Pltf., 79-37 Myrtle Ave., Glendale, NY. File No. RG-100- #81522

WANTED
 BUYING ALL Gold & Silver COINS FOR CASH! Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc - Near NYC 1-800-959-3419



Barack Obama, lors de son discours de victoire au McCormick Place, à Chicago. (Reuters)

avec le Mali, la Syrie, l'Afghanistan.

Le président Obama récemment a parlé d'un «nouveau patriotisme économique», son cheval de bataille pour conférer à son pays sa pleine force économique et son statut de «puissance respectée». Il a assuré qu'il y a encore « plus de travail à faire ». Jamais il n'a eu «autant d'espoir» pour l'avenir de ses concitoyens et de l'Amérique. Pourtant, on ne voit pas encore clairement quel plan Obama compte déployer pour matérialiser autant d'espoir. Deux mots résumant la vision du futur pour ce deuxième mandat d'Obama : espoir et aller de l'avant.

Comme il fallait s'y attendre, le discours du président réélu terminé, une pluie massive de confetti et la projection d'immenses faisceaux de lumière sont venus conférer à la victoire d'Obama une ambiance d'apothéose et de grande fête populaire.

Qui vivra verra.

FL

Suite de la page (4) Clifford Brandt...

de drogue », a expliqué Orélus. « Il était également spécialisé dans le trafic illicite de stupéfiants et d'armes, dans la fabrication et l'usage de faux, et dans des opérations de blanchiment d'argent. Sitôt après sa fondation en 2008, le groupe a été momentanément déstabilisé suite à l'interpellation d'un de ses membres. Mais, il a vite repris du service par la suite. Diverses informations ont établi à 13 le nombre des enlèvements effectués par le réseau et recensés jusqu'ici... Au total, treize (13) armes de différents calibres, des chargeurs, des munitions, des uniformes de la police nationale, des T-Shirts portant l'inscription DEA (Drug Enforcement Agency des Etats-Unis), plusieurs dizaines de badges de la DEA, quatre (4) immeubles, trois (3) véhicules d'intervention, des objets divers et trois mille huit cent dollars américains (USD \$3,800.00) ont été confisqués lors des opérations

déclenchées par la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ) le lundi 22 octobre dernier. Après sa comparution au Parquet où il aurait fait d'importantes révélations, Clifford Brandt et les personnes appréhendées en même temps que lui ont été déferés au Cabinet d'Instruction qui devrait incessamment les interroger avant de décider ou non de les inculper pour les chefs d'accusation portés contre eux. »

Le secrétaire d'Etat à la sécurité publique, Réginald Delva a annoncé le retour dans le pays des anciens victimes de ce gang, qui, de leur côté, seraient même prêtes à témoigner par devant les instances concernées.

Le kidnappeur présumé Brandt est devenu un prisonnier embarrassant entre les mains des autorités. En effet, après son arrestation, il était en garde à vue à la DCPJ. Après son audition au Parquet de Port-au-Prince,

il a été transféré à la prison Oméga à Carrefour. Quelques jours après, il a été transféré, à nouveau à la prison flambant neuf, fraîchement inaugurée à la Croix-des-Bouquets. Ses 4 autres complices ont été le privilège parmi les premières catégories de prisonniers à être transférés de cette confortable prison. Cette prison, construite pour des condamnés, selon ce qu'on dit, a reçu en premier lieu des présumés kidnappeurs de gros calibres.

Entre-temps, les actes de kidnapping se poursuivent dans plusieurs villes du pays. Au Cap-Haïtien, dans la soirée du dimanche 4 au lundi 5 novembre 2012, le Dr. Guy Dugué a été enlevé dans la localité de Vaudreuil. Le responsable de la PNH du Nord a confirmé cette information, et selon lui aucune demande de rançon n'a été sollicitée. Le Dr. Guy Dugué est le directeur d'un hôpital de la ville du Cap-Haïtien.

Suite de la page (4) Où et pourquoi le Président Martelly...

assortis d'examen par des médecins sous la direction du Dr. Rudolph Moïse, un éminent médecin haïtien à Miami qui a perdu en août une tentative pour prendre le siège de la Congressiste démocratique Frederica Wilson, lors des primaires démocrates.

Moïse a nié les dires de la source familiale. « Ce n'est pas vrai », a-t-il dit à Haïti Liberté. « Le président ne souffre pas de cancer des os. Il est en aussi bonne santé qu'on peut l'être. Il avait un problème pulmonaire il y a de cela quelques mois, mais tout est rentré dans l'ordre maintenant ». La source familiale maintient ses déclarations.

Dr. Moïse a dit que parce que le 1er novembre et 2 sont jours de congé en Haïti, les Martelly « ont décidé de venir ici pour prendre un peu de repos ». Lorsqu'on lui a demandé si le voyage était lié au séjour de Martelly aux Etats-Unis pour des problèmes médi-

caux au printemps dernier, Moïse a répondu : « Pas autant que je sache ».

Entre-temps, plusieurs stations de radio en Haïti ont rapporté que Martelly et les membres de sa famille se sont rendus à Miami pour qu'ils puissent voter à l'avance lors de l'élection présidentielle américaine qui aura lieu le 6 novembre. Le scrutin à l'avance dans l'état de Floride a pris fin le samedi 3 novembre.

« Selon les informations reçues, tout le monde dans la famille Martelly a la citoyenneté américaine, et le Parlement avait ouvert une enquête en Novembre 2011 relative à la nationalité du Président Michel Martelly », a rapporté le site, « Defend Haïti ». Le Sénateur Moïse Jean-Charles, qui a dirigé la commission du Sénat qui a enquêté sur la nationalité du Président Martelly, a affirmé que le président était un citoyen [haïtien] naturalisé améri-

caïn. Martelly et l'ancien ambassadeur américain Kenneth Merten nient l'accusation.

D'autres médias se demandent si le moment de ce voyage était approprié. « Cette visite aux Etats-Unis d'Amérique arrive environ 8 jours après le passage de l'ouragan Sandy, responsable d'un lourd passif dans le pays, avec 54 morts, 20 disparus, 18 mille familles sinistrées (4,164 dans le Sud) et de nombreuses plantations détruites, selon un dernier bilan de la protection civile », a écrit l'agence Al-terpresse.

Martelly est retourné en Haïti le 7 novembre, où lui et le Premier ministre Laurent Lamothe ont rencontré le président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, un ancien médecin qui avait aidé à fonder l'ONG Partners in Health (Partenaires en santé) avec le Dr. Paul Farmer.

Qui tire les ficelles

Suite de la page (4)

gangs armés. Interrogé sur les causes de la recrudescence des actes de violence dans plusieurs quartiers de ce vaste bidonville, le député Junior a fait valoir que la pauvreté favorise le recrutement des jeunes par les chefs de gangs. De son côté, le juge de paix Evens Leveque, affirme avoir constaté 8 morts le vendredi 2 novembre. Cependant le juge de paix n'écarte pas la possibilité que le nombre de décès puisse être supérieur. Certains cadavres pourraient être emportés par des bandits, dit-il soulignant qu'il ne peut faire état que des cadavres recensés.

Pour sa part le porte-parole de la Police Nationale, Frantz Lerebours, affirme que la situation est stable depuis l'intervention des forces de l'ordre. Il admet toutefois qu'un climat de tension règne dans les quartiers de Simon Pelé et Boston.

Il n'y a eu aucune arrestation après les affrontements violents entre des gangs armés le 2 novembre 2012. Le commissaire Frantz Lerebours annonce que les forces de l'ordre ont lancé une enquête afin d'appréhender les principaux auteurs des crimes.

Plusieurs autres personnes ont été blessées et transportées à l'hôpital et plusieurs dizaines d'autres forcées d'abandonner leurs maisons. La population accuse les agents de la PNH d'avoir été, dans un premier temps, complice, des actes de violence dans les Cités populaires. Mais avec l'arrivée des unités spécialisées de la PNH, l'ordre a été plus ou moins rétabli. La situation reste toujours très tendue. La circulation des véhicules a été perturbée causant des bouchons au niveau de la route nationale #1 et de la route de l'aéroport International Toussaint Louverture.

Selon les notables de la Cité, un certain « Ti bout fè », un individu armé très dangereux serait à l'origine de cette scène de violence le week-end écoulé. Il habitait à Cité Soleil, il avait été contraint de quitter la zone pour se réfugier de l'autre côté, à la Cité Simon-Pelé. Après l'assassinat crapuleux de l'élève Junior Petit, fils d'un directeur d'école et deux cirieurs de bottes au début du mois d'octobre, la situation s'est aggravée de jour en jour débouchant ainsi sur la violence du vendredi 2 et samedi 3 novembre dernier.

Voici donc des témoignages de certains habitants de la zone qui ne cachent pas leur indignation après les excès des groupes d'individus qui sèment la terreur. Des bandits non identifiés venus de Cité Soleil ont ouvert le feu vendredi soir sur des résidents du quartier proche de Simon-Pelé, à la Cité militaire, faisant plusieurs morts et blessés graves, ont raconté des témoins qui ont également dénoncé l'implication présumée de policiers dans cette opération criminelle. Une dizaine de décès auraient été recensés et des blessés hospitalisés dans un état critique.



Le porte-parole de la Police Nationale, Frantz Lerebours, affirme que la situation est stable depuis l'intervention des forces de l'ordre

Un homme et sa belle-sœur ont été tués à bout portant, tandis que sa femme a été grièvement touchée. Plusieurs heures après le drame, des corps troués de balles gisaient encore par terre à Simon 5 et 6, selon les observateurs. Incapables de préciser le mobile des meurtriers, les parents des victimes avaient du mal à contenir leur émotion et exprimaient leur désarroi, la gorge serrée, le visage larmoyant et désespéré. Ils ont expliqué que la vie s'était pratiquement arrêtée dans ce quartier défavorisé livré à des actes de banditisme où ces graves événements ont provoqué l'exode d'une bonne partie de la population.

En ce qui a trait à l'éventuelle participation de la police, les habitants de Simon-Pelé sont formels. La présence d'une patrouille portant la plaque d'immatriculation 1-447 a été constatée au moment où les bandits opéraient. Certains ont même été jusqu'à accuser le commissaire de Cité Soleil, Alex Pierre-Louis, qui aurait fermé les yeux sur les agissements d'un groupe qui disposait d'armes à feu, mais aussi de machettes. L'offensive, qui a eu un effet de panique, a coïncidé avec l'interruption du courant électrique dans le quartier, ont expliqué des résidents terrorisés qui interpellent les autorités sur leur droit à la sécurité. Ils craignent notamment un retour en force encore plus catastrophique des agresseurs. La situation demeure très tendue à Simon-Pelé malgré le déploiement d'agents d'unités spécialisées de la Police Nationale.

A l'origine de cette situation, un conflit armé opposant les gangs rivaux des deux quartiers. Parmi les victimes, un couple abattu à l'intérieur de sa boutique, un homme de près de 70 ans père de 8 enfants a été également tué par des gangs venus de Cité-Soleil racontent des habitants de Simon Pelé. Enceinte de 6 mois et demi une dame a été criblée de quatre balles. Les médecins de l'OFATMA ont fait tout ce qu'ils pouvaient pour sauver l'enfant, mais en vain. Mère de trois enfants, une autre femme a reçu une balle à la poitrine le vendredi 2 novembre dans la même zone. Elle a été attaquée alors qu'elle venait de visiter un membre de sa famille habitant à Simon. Elle a eu la vie sauve grâce à la diligence des médecins de l'OFATMA. La population de Simon-Pelé pointe du doigt la police de Cité-Soleil. Selon certains habitants, les bandits auraient été aidés par les forces de l'ordre de la cité. Les habitants craignent que les bandits ne retournent dans la zone pour rééditer leur exploit.

Par ailleurs à la 3e circonscription de Port-au-Prince, sud de la capitale, dans les localités de Grand Ravine, Petit bois (Tibwa), des individus armés sèment la terreur jour et nuit, ils opèrent sans aucune inquiétude. La population ne peut pas vaquer à ses occupations comme à l'ordinaire. La population fait appel à la Police. La grande question qu'on se pose est celle-ci : qui a intérêt à alimenter les groupes en armes et en munitions ? Aujourd'hui, il est clair que de grands manitous de la bourgeoisie détiennent des gangs armés pour protéger leurs affaires d'une part, faire des actes de kidnapping et semer la panique dans la Cité. Les véritables bandits se retranchent au sein de la classe fortunée, des forces répressives et du pouvoir en place. Les membres de différents gangs des quartiers populaires de la zone métropolitaine de Port-au-Prince et ailleurs sont au service de la classe bourgeoise et ses larbins qui sont à la tête du pays.

Grenadier Multi-Service

- **Income Tax Preparation**
(Rapid Refund, Electronic Filing, Business Taxes)
\$30 off tax preparation
- **Translations** (English, Français, Kreyòl)
- **Immigration** (Documentation Preparation)
- **Faxing & Copies**

1583 Albany Avenue,
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718.421.0162
Cell: 917.202.3833

TAP TAP

HAITIAN RESTAURANT

TAP TAP Restaurant supporting the Haitian people
in their struggle for justice and democracy.

819 FIFTH STREET MIAMI BEACH, FLORIDA 33139
Tel. (305) 672-2898

RADIO PA NOU
 PRESENTE
LE SAMEDI
10 NOVEMBRE 2012
 10:00PM - 4:00PM
 PRELUDE DU 10ÈME ANNIVERSAIRE
 DE LA RPN AVEC



LA FUSÉE D'OR INTERNATIONAL
TROPICANA
 D'HAÏTI

MILLENNIUM OCEANA
 1029 BRIGHTON BEACH AVENUE, BROOKLYN NY 11235
 ADM. \$40 A L'AVANCE - \$60 A LA PORTE
 CARTES EN VENTE A RADYO PA NOU - TEL: 718-940-3861

RADYO PA NOU
 VOUS INVITE A UN GALA CELEBRANT
 LES 10 ANS D'EXISTANCE DE LA RPN
LE SAMEDI
17 NOVEMBRE, 2012
 DE 10H PM - 4H AM
 AVEC
LE GRAND ORCHESTRE



Septentrional

TROPICAL PARADISE BALLROOM
 1367 UTICA AVE, BET. FOSTER & FARRAGUT, BROOKLYN, NY 11203

ADMISSION **\$70** PAR PERSONNE / **\$120** PAR COUPLE
 DOORS OPEN AT 9:00 PM - LIMITED SEATING - FREE PARKING
 FREE FOOD & NON ALCOHOLIC BEVERAGES - CASH BAR

Humana kontan genyen Doktè Joseph Murat, ki manm New England Physicians, nan rezo pwofesyonèl sante Humana Gold Plus (HMO) a.

Pou Doktè Joseph Murat, se pasyan yo ki pase anvan tout bagay.

Doktè Joseph Murat, ki manm nan New England Physicians, ap travay anpil pou fè pasyan li yo jwenn swen sante nenpòt lè, lajounen kòm lannuit. Doktè Murat espesyalize nan medsin entèn, epi li disponib pou travay avèk pasyan li 24/7, kit se nan telefòn, kit pou li wè pasyan an.

Depi plis pase 17 an, pasyan yo apre atansyon pèsònèl ak konpasyon Doktè Murat nan swen sante. Sa ki pi enpòtan nan travay li, se respekte pasyan an epi fè pasyan an pase anvan tout bagay.

Ou mèl rele depi jodi a pou pran randevou pou yon vizit gide, oswa **305-232-2737 pou ale nan aktivite ki pral fèt.**

Doktè pou Katye w!




Doktè Joseph Murat

- Espesyalis nan Medsin Entèn
- Plis pase 17 an eksperyans

New England Physicians
Joseph Murat, MD
 13335 SW 124th Street, Suite 105
 Miami, FL 33186
305-232-2737
 Lendi pou rive Vandredi, 9:00 am - 4:00 pm

Elektwokadyogram (EKG) lakay ou.*



- Avèk plis pase 50 an eksperyans nan swen sante, Humana se premye plan Medicare Advantage ki genyen nan Florid; li gen **plis pase 352,000** manm.
- Humana gen yon patenarya solid avèk doktè, lopital, ak pwofesyonèl sante nan zòn lan, ki pran sante w kòm yon gwo priyorite. Jodi a, Humana genyen 62,000 doktè ak **plis pase 200** lopital nan rezo Florid la.
- Epi Humana ap toujou fè inovasyon avèk pwogram ki pral pèmèt ou konsève sante w ak rete aktif, ansanm ak fè tretman pou ou si w vin malad.

Avèk Humana, w ap jwenn yon plan k ap ede w fè ekonomi sou depans pou doktè ak pou medikaman w. Epi ou, ou pral resevwa plizyè lòt avantaj, tankou manm nan yon klib egzèsis **san ou pa peye anplis**, pou ede w jwi lavi w byen.

Moman an rive, kounye a, pou gade kisa Humana genyen pou l ofri w. **Rele depi jodi a, pou w aprann pou kisa anpil moun se Humana yo chwazi.**

1-800-833-2316 (TTY: 711) **HUMANA.**
 8:00 a.m. - 8:00 p.m., 7 days a week **DadeMed, LC**

Enskripsyon pou Plan Medicare Advantage yo komanse 15 oktòb pou rive 7 desanm. Pa tann li twò ta! ***

*Se pa tout plan sante ki kouvri tout sèvis yo, kidonk se responsabiltè pasyan an pou gade dokiman ki montre sa plan sante li kouvri. **Sous: Enfòmasyon enskripsyon CMS Medicare Advantage mwa out 2012 pou chak Eta. ***Moun ki gen Medicare ka enskri nan plan an sèlman nan dat yo bay pou enskripsyon pandan lane a. Pou plis enfòmasyon, kontakte Humana.

Humana se yon òganizasyon nan Medicare Advantage, epi li siyen kontra apa avèk Medicare pou yon plan ki kouvri medikaman doktè preskri. Gen lòt pwofesyonèl sante ki travay nan rezo Humana a. Rele Humana pou yon ajan komèsyal ba ou enfòmasyon ak fè w jwenn aplikasyon pou plan an. Pou fè aranjman pou moun ki gen bezwen espesyal pandan reyinyon pou lavant yo, rele 1-800-833-2316 (TTY: 711).

H1036_GHHDFYHH_CRCMS Aksepte